



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent du patrimoine canadien

CHPC



NUMÉRO 023



1^{re} SESSION



42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 16 juin 2016



Présidente

L'honorable Hedy Fry

Comité permanent du patrimoine canadien

Le jeudi 16 juin 2016

•(0845)

[Traduction]

La présidente (L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Nous procédons aujourd'hui à l'examen de l'état des musées du Canada, en vertu du paragraphe 108(2) du Règlement. Nous allons aujourd'hui passer deux heures sur les musées, mais il nous faut aussi du temps pour travailler à huis clos.

Durant la première heure, nous recevons le Musée de la Mode et le Commonwealth Association of Museums. Représentant le Musée de la mode, nous accueillons Jean-Claude Poitras et Joanne Watkins et représentant le Commonwealth Association of Museums, nous accueillons Catherine Cole, secrétaire générale.

Je tiens à remercier nos témoins pour leur présence.

Je veux que vous sachiez que chaque groupe dispose de 10 minutes pour faire son exposé. Je vous avertirai au bout de huit minutes qu'il ne vous reste que deux minutes pour conclure. Puis, nous passerons aux questions-réponses.

Madame Watkins, vous pouvez commencer.

[Français]

Mme Joanne Watkins (directrice générale, Musée de la mode): Merci, madame la présidente. Bonjour à toutes et à tous.

Je vous remercie de nous donner la possibilité de comparaître, à titre de représentants d'une institution muséale, devant le Comité permanent du patrimoine canadien de la Chambre des communes.

Je suis Joanne Watkins et j'oeuvre dans le milieu de la muséologie depuis plus de 30 ans. J'ai été directrice d'un centre d'interprétation, puis d'un écomusée, et je suis aujourd'hui directrice générale du Musée de la mode. J'ai aussi été coordonnatrice d'un réseau en région composé de 17 institutions muséales. Je suis présentement membre du conseil d'administration de la Société des musées de Montréal.

Je vous présente M. Jean-Claude Poitras, créateur de mode, designer multidisciplinaire et récipiendaire de nombreux prix et distinctions au Québec ainsi qu'au Canada. Monsieur Poitras a reçu l'Ordre du Canada en 1995, l'Ordre national du Québec en 1996 et a été élevé au rang d'Officier de l'Ordre national du Québec en 2012.

Ensemble, nous allons témoigner des réalités de notre musée comme un exemple parmi d'autres institutions de petite taille, et ce, dans une conjoncture où les ressources financières de toutes provenances sont limitées.

M. Jean-Claude Poitras (président, Musée de la mode): Le fait d'assumer le rôle de président du conseil d'administration du Musée de la mode est un beau défi que j'ai accepté parce que je crois que la mode est essentielle pour le Canada dans son entier. J'ai moi-même évolué dans ce domaine pendant des années. J'ai vraiment apporté mes collections partout dans le monde, beaucoup aux États-Unis, et partout au Canada, cela va de soi. Or je me rends compte que

plusieurs pays ont des musées de la mode. C'est de cette façon que l'on bâtit la fierté d'un peuple vis-à-vis cette industrie exceptionnelle. C'est pourquoi j'ai accepté d'assumer la présidence du conseil d'administration de ce musée, qui demeure un trésor trop bien caché.

Le Musée de la mode, qui portait jusqu'à tout récemment le nom de Musée du costume et du textile du Québec, a 37 ans. Créé en 1979 à Saint-Lambert, il a été relocalisé en 2013 au Marché Bonsecours, dans le Vieux-Montréal, de façon à pouvoir profiter de conditions de fonctionnement plus adéquates pour mener à bien sa mission. Ses collections, constituées au fil des ans par des dons de citoyens, sont conservées dans une réserve muséale. Elles comptent plus de 7 200 pièces d'origine tant québécoise que canadienne et internationale.

Le centre de documentation du musée possède quant à lui près de 900 ouvrages spécialisés concernant la mode, ses artisans, ses designers, le textile, bien sûr, l'art textile dans son ensemble et l'histoire de la mode. La Collection Régor, actuellement en traitement, se compose d'environ 5 000 magazines, journaux et dessins de mode. Elle a été cédée au musée par Bibliothèque et Archives Canada au cours des années 1990.

Depuis 2011, le Musée a redéfini sa mission afin de faire du patrimoine textile et vestimentaire, de l'ethnologie et de la mode les axes privilégiés de recherche, de conservation et d'éducation du musée.

Animés par un devoir de mémoire, de mise en valeur et de partage de l'héritage vestimentaire et textile, ses activités et ses produits reflètent également la créativité et le dynamisme du présent. Entre tradition et innovation, le Musée de la mode met un point d'honneur à exposer des créations tant québécoises que canadiennes, mais également des artefacts internationaux, afin de mettre en lumière des artistes et des artisans qui ont fait ou font encore le succès de la mode dans l'ensemble du pays.

Le Musée de la mode mène à bien diverses initiatives de diffusion au moyen d'expositions virtuelles et temporaires *in situ* et *extra muros*, d'activités éducatives et de médiation, de publications, d'ateliers et de conférences. Les activités proposées par le Musée sont destinées autant à un public large et généraliste qu'à des clientèles dont les intérêts sont spécialisés. Sa boutique présente des produits liés à ces thématiques, soit la mode, le costume, le textile et la fibre.

À Montréal, une quarantaine d'institutions muséales desservent le territoire, dont neuf sont situées dans le Vieux-Montréal, notamment le Musée de la mode. Si ce réseau compte des institutions d'envergure et des lieux historiques nationaux importants, il est majoritairement composé de plus petites institutions bien réparties dans l'espace géographique et dont l'unicité est à préserver. L'engagement des communautés qui les ont fait naître et des citoyens, individus, collectionneurs et mécènes qui les alimentent et les soutiennent exige une reconnaissance soutenue.

• (0850)

Mme Joanne Watkins: Le Musée de la mode doit faire face à des défis importants depuis plusieurs années, avec des problèmes communs à de nombreuses institutions au Canada et au Québec, selon nos collègues muséologues.

Le premier défi est la diversification des ressources financières. Les institutions muséales, sans compter tous les organismes à but non lucratif oeuvrant dans le secteur de la santé, de l'éducation, de l'environnement et de la culture, sont à la recherche de partenaires financiers pour soutenir les activités liées à leur mission réciproque. De ce fait, il est difficile d'obtenir des fonds d'organismes corporatifs et même d'organismes publics puisque les demandeurs sont de plus en plus nombreux. Malgré un plan de redéploiement réussi incluant des aménagements muséaux importants, des résultats financiers à la hausse et une fréquentation accrue, le Musée de la mode doit aujourd'hui composer avec une adaptation financière qui nécessite une plus grande diversification de ses ressources étant donné que les budgets requis pour assumer ces mandats ne sont pas au rendez-vous.

Comme de nombreuses autres petites institutions muséales au Québec et au Canada, le Musée de la mode est confronté à une conjoncture financière difficile. Le désengagement graduel des gouvernements à l'égard du financement des institutions et des événements culturels ainsi que la concurrence des musées nationaux et provinciaux au chapitre des dons philanthropiques contribuent largement à cet état de faits. Depuis plusieurs années déjà, les associations régionales et nationales peuvent en témoigner. Les directions de musées multiplient les démarches pour trouver le financement nécessaire à l'accomplissement des grandes fonctions muséales, ce qui représente maintenant un travail presque à temps complet. Quand il y a de petites équipes dans les musées, c'est la direction qui cherche de l'argent presque à temps complet. Faire plus avec moins dans un monde concurrentiel en évolution constante, sans perdre de vue la sauvegarde des patrimoines qui nous ont été confiés, et ce, au profit de tous et, en particulier des générations futures, est tout un défi.

Abordons la question des actions entreprises par le Musée de la mode. Depuis 1987, ce dernier est soutenu quant à son fonctionnement par le ministère de la Culture et des Communications du Québec, ce qui représente environ le tiers du budget nécessaire à ses opérations. Ses revenus autonomes sont générés par les admissions, les adhésions, la location et diverses activités: visites guidées, ateliers, cours, conférences, soirées bénéfiques et ainsi de suite. Il fait aussi une campagne annuelle de financement. Le Musée bénéficie depuis deux ans de la générosité d'une mécène qui nourrit l'inventaire de sa boutique de pièces et d'accessoires *vintage*. Les ventes en boutique représentent maintenant une portion importante de ses revenus. Je reviendrai sur le soutien nécessaire si j'ai le temps d'aborder cette question.

Le deuxième défi est la constitution d'une équipe permanente. La gestion d'un musée comporte beaucoup de défis pour chacune des fonctions à assumer. Selon nous, le principal défi concerne la

constitution d'une équipe permanente. C'est un enjeu crucial pour le Musée de la mode. Chaque année, le Musée procède au maximum de demandes de financement public pour l'embauche d'étudiants actifs ou diplômés et de contractuels, mais sans nécessairement atteindre ses objectifs financiers. En fait, les réponses ne sont pas toujours à la hauteur des attentes et des besoins.

De plus, la précarité des emplois, les salaires peu concurrentiels — les programmes ne couvrent souvent que le salaire minimum —, la nécessaire polyvalence au chapitre des compétences et de l'expérience, la courte durée des projets, sans compter l'absence d'avantages sociaux font que l'embauche et la rétention des employés constituent un défi de taille et une jonglerie permanente. Malgré les efforts soutenus tant de la direction que du conseil d'administration ainsi qu'une gestion serrée des dépenses, le budget de fonctionnement minimal requis pour assurer, par un personnel compétent, les opérations courantes du Musée de la mode n'a toujours pas été atteint.

Parlons des actions entreprises. Annuellement, le Musée fait de très nombreuses demandes de financement dans le cadre des programmes existants auprès d'organismes publics, autant pour des...

[Traduction]

La présidente: Il vous reste deux minutes.

[Français]

Mme Joanne Watkins: ... projets spécifiques que pour l'embauche de personnel temporaire. Cette année, souhaitant établir le plus précisément possible ses besoins au chapitre des ressources humaines, le Musée a défini les grands secteurs couvrant l'ensemble de ses membres et pour lesquels il est important de consolider et d'établir des postes permanents en complément des trois postes actuels.

Le troisième défi est la reconnaissance des collections. La présence à Montréal du Musée de la mode suscite beaucoup d'intérêt chez les collectionneurs de vêtements et de textiles. Ils y voient le lieu tout désigné pour l'étude, la préservation et la mise en valeur de leurs collections. L'exposition actuelle intitulée « Parcours d'une élégante », qui est construite à partir des dons d'une seule et même collectionneuse et donatrice du musée, influence les visiteurs en ce sens. Les offres de dons de vêtements, d'accessoires et d'objets sont de plus en plus nombreuses. Cependant, la gestion des collections et de la réserve — d'autant plus que celle du Musée de la mode est située à quelques kilomètres du lieu de travail et de diffusion — requiert des moyens et des ressources humaines, matérielles et techniques pour lesquels un budget spécifique doit être dégagé. Cependant, cette fonction d'importance pour un musée n'étant pas visible et ne générant surtout pas de revenus, elle est souvent assumée de façon intermittente parmi de nombreuses autres priorités.

Je vais terminer avec le quatrième défi, soit la valorisation du réseau muséal canadien.

Le Musée de la mode fait face à une concurrence importante puisque l'offre culturelle et l'offre de divertissement sont très fortes à Montréal. Les autres musées mobilisent eux aussi en priorité beaucoup d'énergie dans la promotion et le bon déroulement de leurs activités, ce qui laisse, malheureusement, peu de place pour des collaborations entre les institutions. De par leur imposante visibilité et notoriété, les grandes institutions font beaucoup d'ombre aux petites au lieu d'exercer un rôle fédérateur. Une compétition s'exerce donc entre les musées et l'entraide s'avère difficile faute de personnel disponible pour les besoins des autres. De plus, les petites institutions subissent l'écrasante présence médiatique des plus grandes.

La visibilité du Musée de la mode a été grande lors de son aménagement à Montréal en 2013 et de son changement d'appellation en 2016. Toutefois, plusieurs outils publicitaires se montrent aujourd'hui obsolètes et mériteraient d'être réactualisés. Toute la signalétique à l'intérieur du Marché Bonsecours, où loge le Musée, doit être repensée.

• (0855)

[Traduction]

La présidente: Madame Watkins, je vais vous laisser quelques secondes pour terminer votre phrase, mais je vais devoir vous interrompre. Je suis désolée.

[Français]

Mme Joanne Watkins: Merci, madame la présidente.

En fait, dans le cas de chacun des défis, le soutien de Patrimoine canadien est nécessaire. Bien sûr, le ministère a mis de l'avant des programmes, dont le volet Incitatifs aux fonds de dotation, le programme d'aide aux musées et ainsi de suite. Par contre, il faut étudier la collaboration quant au fonctionnement des institutions. Lorsqu'il n'y a pas de budget ferme de fonctionnement et qu'on doit continuellement procéder à des demandes pour des projets spécifiques, la gestion des demandes et des projets spécifiques fait en sorte qu'on n'arrive pas à faire le travail qu'on devrait faire régulièrement puisque...

[Traduction]

La présidente: Madame Watkins, vous aurez peut-être l'occasion de développer d'autres aspects lorsque l'on vous posera des questions, mais vous avez dépassé les 11 minutes.

[Français]

Mme Joanne Watkins: D'accord.

[Traduction]

La présidente: Merci beaucoup.

Je vais donner la parole à Mme Cole du Commonwealth Association of Museums, vous avez 10 minutes, je vous en prie.

Mme Catherine Cole (secrétaire général, Commonwealth Association of Museums): Madame la présidente, messieurs les vice-présidents et mesdames et messieurs les membres du Comité, merci de nous donner l'occasion de parler de l'état actuel des musées au Canada.

J'ai commencé à travailler dans les musées à l'âge de 15 ans, comme bénévole dans un musée de comté en Ontario qui était géré par des bénévoles. J'ai occupé des postes d'interprétation du patrimoine et de conservatrice dans des petits et des grands musées, j'ai aussi travaillé comme consultante en planification culturelle et en développement des politiques, en recherche stratégique et dans des initiatives communautaires novatrices pour les arts et le patrimoine, partout au Canada, en particulier dans le Nord, pendant plus de

30 ans. J'ai également occupé des fonctions à l'international et, en ma qualité de secrétaire générale du Commonwealth Association of Museums, j'ai une vision d'ensemble de ce sujet.

Le CAM est une organisation canadienne à but non lucratif orientée vers les droits humains, la justice sociale et le développement des professions muséales dans tout le Commonwealth.

Je vais parler de la situation des musées au Canada en partant des cinq fonctions primordiales des musées, de la manière dont les musées peuvent être bénéfiques et sont bénéfiques à la société et de la façon dont le CAM se positionne pour influencer sur la politique et la pratique internationales en matière de patrimoine afin de contribuer à la bonne réputation générale du Canada dans le secteur des musées.

La définition internationale d'un musée est la suivante:

Un musée est une institution permanente sans but lucratif au service de la société et de son développement, ouverte au public, qui acquiert, conserve, étudie, expose et transmet le patrimoine matériel et immatériel de l'humanité et de son environnement à des fins d'études, d'éducation et de délectation.

La manière dont ces cinq fonctions essentielles sont remplies a considérablement évolué ces dernières années, au Canada et ailleurs. Le public a tendance à se concentrer sur les expositions et les programmes, mais le travail invisible qui se passe en coulisse — les acquisitions, la conservation et la recherche — est également important et joue directement sur la qualité de ce que voit le public.

Le financement public n'a pas évolué au même rythme que les fonctions des musées. Les musées du monde entier sont en permanence en train de réévaluer ce qu'être au service de la société et de son développement veut dire et ils agissent sur les objectifs de développement durable de l'ONU, en gérant des questions aussi diverses que la sécurité, l'égalité et la durabilité. Au sein du Canada, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les appels à agir de la Commission de vérité et de réconciliation ont des conséquences pour toutes les institutions du patrimoine.

• (0900)

Les musées fonctionnent sous fiducie d'intérêt public. Leurs avoirs sont publics.

De nombreux musées canadiens furent créés comme des projets pour le centenaire en 1967, installés dans des bâtiments du patrimoine qui nécessitent des restaurations ou dans de nouvelles installations dédiées qui requièrent une maintenance ou des agrandissements, ou les deux.

Il va falloir bâtir de nouveaux musées. Le Nunavut est devenu un territoire séparé en 1999, mais il n'a toujours pas de musée territorial. Notre pays est de plus en plus urbain et pourtant Vancouver est la seule grande ville canadienne disposant d'un musée municipal.

Pour revenir aux cinq fonctions, nos collections sont peut-être d'une grande valeur monétaire et sont inestimables en ce qui concerne le patrimoine canadien, mais elles ne reflètent pas nécessairement les grands thèmes de l'histoire canadienne et les événements plus récents.

Les musées ont une capacité limitée de collection, à cause du manque d'espace de stockage et de ressources humaines et financières. Lorsque des artefacts importants, qui amélioreraient les collections, deviennent disponibles, les musées n'ont pas toujours les ressources suffisantes pour les acquérir. Certains musées ont retiré des objets de leurs collections, soit pour libérer de la place, soit pour aller chercher des fonds nécessaires.

En ce qui concerne la conservation, les musées ont une capacité limitée de conservation des artefacts de leurs collections, à cause du manque de place et surtout du manque de personnel formé à la conservation en raison de la stagnation ou de la réduction des budgets de fonctionnement. Les musées de taille moyenne ont réduit le nombre de postes de conservateurs pour créer de nouveaux postes dans la programmation, la recherche de financements, la mercatique, la communication et les nouvelles technologies, par exemple.

En matière de recherche, la plupart des musées n'ont pas les ressources suffisantes pour mener des recherches, ou seulement pour des projets d'expositions en particulier. Quand un conservateur part en retraite, son savoir est souvent perdu plutôt que d'être transmis à des nouveaux.

Au sujet des expositions, le concept d'exposition permanente est désuet. Les visiteurs s'attendent à voir des expositions qui changent régulièrement, bien que les musées n'aient pas les moyens de renouveler les expositions aussi souvent que le voudraient les muséologues et les visiteurs. Il est difficile pour les musées canadiens petits et moyens de bâtir des expositions qui voyagent à travers le pays et il n'y a que les plus grands musées canadiens qui sont en mesure de participer à des expositions internationales itinérantes présentant le patrimoine canadien.

Pour ce qui est de la communication, en tant qu'institutions éducatives, les musées proposent des ressources pour les enseignants, pour des programmes éducatifs didactiques pour les étudiants et des offres d'éducation informelle continue pour les adultes. En tant que centres communautaires, ils jouent le rôle de coffre-fort pour les communautés en hébergeant d'importantes mémoires collectives. Ils peuvent proposer des programmes pour prendre en charge des problèmes sociaux particuliers, pour intégrer les personnes marginalisées, pour jouer un rôle de justice préventive, pour améliorer la santé et le bien-être, et jouent souvent le rôle de centre d'accueil pour les personnes âgées.

En tant qu'attractions culturelles, les musées peuvent attirer les gens dans une communauté et les inciter à y rester plus longtemps. Ce sont des moteurs de régénération économique et ils peuvent revitaliser des centres-villes. Ce sont des catalyseurs de créativité qui offrent un répit vis-à-vis des pressions du monde d'aujourd'hui et inspirent à leurs visiteurs une incroyable diversité de sujets de réflexion.

Les changements démographiques ont eu un impact énorme sur les mandats institutionnels. Il est de plus en plus important de comprendre les cultures mondiales. Les personnes qui constituent l'audience traditionnelle et les volontaires vieillissent et les musées se tournent vers les plus jeunes pour trouver de nouveaux publics, de nouveaux volontaires, du personnel et des dirigeants.

Au Canada, la proportion d'immigrants et, dans certaines parties du pays, d'autochtones, augmente. Les musées sont de plus en plus réactifs vis-à-vis de leurs communautés, ils emploient des Autochtones et des nouveaux Canadiens à des postes de direction, d'employés ou pour du volontariat. Les musées créent des partenariats avec les autochtones et les communautés ethnoculturelles pour le développement d'expositions liées à leurs cultures et pour monter des expositions et des programmes qui aient davantage de sens pour les gens d'origines diverses.

Les musées subissent les mêmes pressions que les autres institutions culturelles et éducatives. L'accent qui est davantage mis sur le travail d'équipe et les partenariats a fait que la planification et la mise en oeuvre des projets sont plus difficiles et prennent plus

de temps, mais sont aussi souvent plus riches et plus satisfaisantes. Cela s'applique potentiellement à la collaboration internationale.

Le travail des musées est devenu plus complexe à cause des questions d'identité et de démographie, mais aussi en raison des innovations technologiques, qui ont permis d'autres manières de travailler, mais qui ont simultanément créé une nouvelle strate de travail dans les musées.

● (0905)

Les expositions, qu'il s'agisse d'art contemporain utilisant les nouveaux médias ou d'expositions interactives dans d'autres types de musées, peuvent constituer des défis technologiques. Les visiteurs s'attendent à trouver des éléments interactifs sophistiqués dans les expositions concrètes et virtuelles qui dépassent souvent les budgets des musées. Les salaires dans les musées sont faibles en regard du niveau de formation et d'expérience. De nombreux musées ont réduit leur personnel ou le nombre d'heures travaillées, ou les deux, afin d'équilibrer le budget et pourtant l'offre des musées n'a pas été réduite de façon significative.

La présidente: Il vous reste deux minutes.

Mme Catherine Cole: En réalité, elle s'est accrue à cause des pressions mentionnées auparavant.

La proportion de financement public a diminué, tandis que la proportion de revenus propres, de commandites d'entreprises et de dons venant de fondations ou de particuliers a augmenté. Les employés des musées consacrent une part de plus en plus importante de leur temps à identifier les sources de financement potentielles et à faire des demandes de fonds pour les projets.

En ce qui concerne le Commonwealth Association of Museums, il est positionné de façon à influencer les politiques et les pratiques patrimoniales internationales et à contribuer à la bonne réputation internationale du Canada dans le secteur des musées. En tant qu'organisme affilié au Conseil international des musées, le CAM participe au comité consultatif et aux votes lors des réunions de l'assemblée générale. En tant qu'organisme accrédité du Commonwealth, le CAM peut envoyer deux délégués officiels aux réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth et à la Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth.

Le CAM collabore avec le CAMOC ICOM, le Comité international sur les collections et activités des musées des villes, autour d'un nouveau projet sur les migrations qui explore la manière d'encourager la participation et l'inclusion des populations de migrants dans ce que Doug Saunders a appelé les *arrival cities*, les villes d'arrivée, et de favoriser le dialogue entre les diverses personnes et les environnements urbains.

La présidente: Il vous reste une minute.

Mme Catherine Cole: Le CAM a également initié un projet en Afrique sur la manière de développer les politiques et la législation concernant les droits humains, un enjeu qui préoccupe également les musées canadiens.

Nos stages internationaux, soutenus par le programme de Jeunesse Canada au travail, sont inestimables pour les stagiaires et pour les musées hôtes, mais ils sont sous-financés. Nous proposons également une introduction aux études muséales en enseignement à distance, qui profite aux personnes vivant dans des communautés isolées qui ne sont pas en mesure de participer à la formation professionnelle

Pour terminer, je voudrais attirer votre attention sur les projets du CAM en vue des commémorations de Canada 2017, alors qu'il fait face aux problèmes et aux défis particuliers qui touchent les musées et plus largement le secteur du patrimoine.

L'an prochain, à Calgary, nous organisons un voyage d'études de deux jours sur les sites du patrimoine des Pieds-Noirs dans le sud de l'Alberta, une table ronde d'une journée sur le patrimoine autochtone afin de mettre au point un plan d'action en réponse à la DDPA et à la Commission de vérité et de réconciliation ainsi qu'un symposium international de deux jours sur le patrimoine et l'esprit national. Ces événements montreront le patrimoine canadien au monde entier, contribueront au débat sur le patrimoine indigène et donneront aux professionnels des musées canadiens une occasion de tirer profit de l'expérience de leurs homologues internationaux.

La présidente: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer aux questions.

Le premier tour sera de sept minutes, ce qui signifie sept minutes pour les questions et les réponses. Je vous demanderais d'être aussi concis que possible.

Nous allons commencer par M. Vandal, des libéraux.

[Français]

M. Dan Vandal (Saint-Boniface—Saint-Vital, Lib.): Merci beaucoup, madame la présidente.

Je veux d'abord adresser mes questions aux représentants du Musée de la mode. Je vais d'abord parler de l'aspect financier et du budget.

Quel est votre budget annuel?

Mme Joanne Watkins: Il varie d'une année à l'autre depuis 37 ans. Le Musée reçoit une subvention fixe, mais pour ce qui est du reste, il faut trouver l'argent par l'entremise de projets, de programmes ou par l'entremise d'autres activités.

Je vous dirais que le budget varie entre 300 000 \$ et 500 000 \$ annuellement. Pour répondre aux besoins, il faudrait qu'il soit de 500 000 \$. Ainsi, les années où le budget est de 300 000 \$, il y a moins de visiteurs ou il y a moins de projets et d'expositions. La gestion des collections est un peu mise de côté.

M. Dan Vandal: À combien s'élève le budget pour cette année?

Mme Joanne Watkins: Il est de 300 000 \$.

M. Dan Vandal: Un budget de 300 000 \$, cela veut dire que...

Mme Joanne Watkins: C'est une année difficile.

M. Dan Vandal: C'est une année difficile.

Quel pourcentage du budget provient des gouvernements, du secteur privé ou de fondations?

• (0910)

Mme Joanne Watkins: En fait, entre 35 % et 40 % des fonds proviennent du gouvernement du Québec. Les programmes d'emploi, qui sont aussi des programmes gouvernementaux, fournissent probablement 10 % de plus. Il y a Emploi-Québec, Patrimoine canadien, par l'entremise du programme Jeunesse Canada au travail, et Emplois d'été Canada. C'est donc encore de l'argent qui provient des gouvernements. Les revenus autonomes sont de l'ordre de 20 %. Pour le reste, on essaie de le trouver par des projets spécifiques ou des collaborations avec des mécènes.

Cependant, c'est très difficile.

M. Dan Vandal: Le financement est toujours un défi pour vous, n'est-ce pas?

Mme Joanne Watkins: Oui.

M. Dan Vandal: À Ottawa...

Mme Joanne Watkins: En fait, comme l'a dit ma collègue, cette activité accapare énormément le temps dont disposent les membres de la direction des musées. Cela fait 30 ans que je suis dans le milieu et j'ai l'impression qu'à présent, je ne fais que chercher à obtenir de l'argent. Je fais du travail de direction, bien sûr, mais je ne fais plus ce que j'ai à faire. Je cherche du financement.

M. Dan Vandal: Patrimoine canadien gère plusieurs programmes, par exemple le Programme d'aide aux musées, le Programme des biens culturels mobiliers et Jeunesse Canada au travail.

Votre musée a-t-il eu recours aux programmes et services de Patrimoine canadien? Vous avez mentionné le programme Jeunesse Canada au travail. Quelle est votre expérience en ce qui concerne Patrimoine canadien à cet égard?

Mme Joanne Watkins: Chaque année, nous déposons des demandes auprès de Jeunesse Canada au travail et d'Emplois d'été Canada, et elles sont acceptées. Cette année, Emplois d'été Canada nous a accordé des fonds pour embaucher deux personnes durant sept semaines. En fait, elles ne font qu'entrer et sortir. Au cours de cette courte période de temps, elles n'ont pas le temps de faire énormément de travail. Ce n'est pas suffisamment long, tant dans le cas des programmes de Jeunesse Canada au travail que de ceux d'Emplois d'été Canada.

Cette année, nous avons reçu des fonds du Programme d'aide aux musées pour un projet de gestion des collections, ce qui nous permettra de réorganiser la réserve. Quand nous avons déménagé à Montréal, nous avons reçu des fonds de Patrimoine canadien pour l'installation et l'aménagement de notre salle, ce qui a été excessivement bénéfique. Nous avons une très belle salle qui répond aux normes et qui est bien organisée pour présenter des expositions.

Oui, nous connaissons les programmes et oui, nous demandons des fonds chaque année. Cependant, la réponse n'est pas toujours celle que nous attendons, même si elle est positive.

M. Dan Vandal: Avez-vous des suggestions à faire au Comité aujourd'hui pour améliorer les programmes qui existent à l'intention des musées?

Mme Joanne Watkins: On pourrait mettre sur pied un programme pour la relève, c'est-à-dire pour les jeunes diplômés, afin de leur permettre d'entrer dans une institution pour y appliquer leurs connaissances. Toutefois, ce programme devrait durer plus longtemps que sept semaines. Il pourrait être, par exemple, de deux ans.

Nous recevons énormément de gens qui détiennent une maîtrise et qui viennent occuper des postes temporaires par l'entremise de programmes d'emploi pour étudiants. Malheureusement, comme ces programmes prévoient des périodes de travail très courtes, les étudiants diplômés cherchent un autre emploi et changent d'endroit pour bâtir leur carrière.

S'il y avait un programme de ce genre, il serait absolument le bienvenu.

M. Dan Vandal: Vous avez parlé d'un emploi d'une durée de sept semaines, ce qui n'est pas très long. Cette période était-elle plus longue dans le passé? Cela a-t-il changé au cours des dernières années?

Mme Joanne Watkins: Oui, elle était un peu plus longue auparavant. Les étudiants au baccalauréat peuvent travailler à partir du mois de mai et non pas seulement à partir du mois juin. Entre le mois de mai et le mois d'août, il y a quand même quatre mois de travail, ce qui serait préférable.

Il faut considérer que ces emplois constituent une forme de soutien temporaire et qu'ils ne devraient pas remplacer des emplois permanents. Il faut d'abord constituer des équipes permanentes. En fait, tous ces emplois temporaires viennent soutenir ces équipes.

Nous concluons des ententes avec des écoles de formation, entre autres avec le Collège Montmorency, car des techniciens en muséologie utilisent souvent des institutions muséales comme sujets d'étude. Un projet sur la réserve a émané d'un groupe d'étudiants. Ils sont venus étudier la réserve et nous ont fait des suggestions.

Nous concluons des ententes avec des écoles de formation, mais cela entraîne beaucoup de gestion en matière de ressources humaines.

• (0915)

[Traduction]

La présidente: Il vous reste une minute.

[Français]

M. Dan Vandal: Comme il ne reste qu'une minute, je vais vous céder la parole afin que vous puissiez transmettre au Comité votre message qui serait le plus important.

Mme Joanne Watkins: Ce qui est le plus important est de reconnaître la valeur des institutions muséales en mettant sur pied des programmes qui leur permettraient de remplir les mandats qui leur sont confiés. Je parle des mandats qui touchent tout autant la conservation que la diffusion et la recherche.

Tant et aussi longtemps que nous chercherons frénétiquement du financement pour arriver à nous acquitter de nos mandats, certaines fonctions ne seront pas remplies. Souvent, ce sont les collections qui en souffrent.

[Traduction]

La présidente: Merci, madame Watkins.

[Français]

M. Dan Vandal: Madame Watkins, je vous remercie beaucoup de votre présentation.

[Traduction]

La présidente: Je vais passer à M. Van Loan, des conservateurs.

L'hon. Peter Van Loan (York—Simcoe, PCC): Merci beaucoup.

[Français]

Madame Watkins, vous avez identifié quatre défis, mais le temps dont vous disposiez était limité. Avez-vous d'autres défis à mentionner?

Mme Joanne Watkins: J'en ai une centaine.

[Traduction]

L'hon. Peter Van Loan: Mais vous n'allez en développer que quatre.

[Français]

Mme Joanne Watkins: C'est exact.

Il y a énormément de défis. Le défi de la gestion d'une institution muséale est très large parce qu'on couvre de grandes fonctions qui ne

sont pas uniquement de cibler des choses spécifiques à faire. Il y a énormément d'autres choses à faire.

M. Jean-Claude Poitras: J'ajouterais aussi qu'il faut sentir un engagement à long terme. Je suis là pour sensibiliser toute l'industrie canadienne.

Nous avons une belle histoire et on ne la connaît même pas. Je crois que c'est très important de la connaître pour intéresser au musée les détaillants que j'approche. C'est aussi important pour nos fabricants canadiens, autant dans l'industrie de la fourrure que dans toute cette belle industrie de la mode. Par contre, ils ne sentent pas d'engagement à long terme et à court terme. Cette fragilité empêche ces gens de s'embarquer à fond dans l'appui au musée.

Il faudrait interpeller les grands manufacturiers du Canada et intéresser les grands détaillants de la mode au pays. C'est une belle et grande industrie, mais on ignore son importance. Si les Français, les Italiens, les Américains et les Britanniques sont si fiers de leur secteur de la mode, c'est qu'il existe un musée qui raconte cette belle histoire. Nous continuons à le faire parce que nous sommes passionnés. Cependant, nous nous sentons parfois un peu fragilisés par ce manque d'engagement à court, à moyen et à long terme. Je crois que c'est ce dont nous avons besoin pour faire sentir que nous serons mobilisateurs et intégrateurs de toutes les forces de cette belle industrie de la mode du Canada.

[Traduction]

L'hon. Peter Van Loan: En lien avec cela, ou pour continuer dans ce sens, les experts de nos jours disent que notre économie est en train de se concentrer davantage sur les villes et non sur les pays, que le succès des villes à être des places économiques de qualité dépend de leur succès dans les secteurs créatifs de l'économie. Ces secteurs créatifs dépendent de plusieurs choses auxquelles les musées peuvent peut-être contribuer. Une qualité de vie élevée qui attire les personnes créatives, mais aussi les institutions comme la vôtre tournées vers le design, le design étant une de ces industries créatives censées être une forme motrice des économies à haute valeur ajoutée actuelles.

Pourriez-vous évoquer le rôle que votre musée a développé, ou devrait développer, concernant son intégration avec ces éléments de l'économie locale à Montréal?

[Français]

M. Jean-Claude Poitras: Nous voulons que notre musée ait le devoir de mémoire. On doit d'abord connaître son histoire pour en être fiers. C'est important puisque nous sommes les gardiens...

[Traduction]

L'hon. Peter Van Loan: Bien sûr dans la mode tout ce qui disparaît revient 15 ans plus tard.

[Français]

M. Jean-Claude Poitras: Bien sûr. Cependant, il est très important de savoir que nous ne voulons pas que notre musée soit uniquement une carte de la nostalgie. Nous voulons intégrer tous les jeunes designers émergents et les nouvelles compagnies très dynamiques. Nous voulons que ce soit la maison de tous les gens qui croient en la mode d'ici.

La mode a cette chose extraordinaire qui représente bien le Canada dans son essence même, c'est-à-dire qu'elle rassemble toutes les communautés. Je suis né au Québec et je suis francophone, mais des manufacturiers anglophones m'ont donné ma première chance et j'ai travaillé avec les meilleures couturières, comme des Portugaises et des Italiennes. La mode canadienne a un langage international qui est extraordinaire et très rassembleur.

Non seulement nous racontons une belle histoire, mais c'est une histoire où nous avons un positionnement exceptionnel dont les gens ne se doutent pas. Il y a eu au début l'industrie de la fourrure, par exemple, qui a eu une réelle importance au Canada tout entier. Elle continue à se renouveler avec la fourrure recyclée et avec tous les jeunes qui font en sorte que la fourrure soit quelque chose d'important. Le Musée raconte cette histoire et nous les invitons tous à venir nous en parler. Dans chacune de nos expositions, nous nous faisons un devoir d'inviter quatre à cinq designers actuels à venir créer en fonction de la thématique privilégiée pour l'exposition.

Nous sommes ancrés dans la réalité entre l'innovation et la tradition.

• (0920)

Mme Joanne Watkins: C'est l'un des défis. Parmi la centaine de défis que nous affrontons, il y a celui qui consiste à faire connaître et à rallier la jeune industrie de la mode.

[Traduction]

La présidente: Il vous reste deux minutes.

[Français]

Mme Joanne Watkins: Nous avons déposé un projet d'exposition virtuelle pancanadienne sur le thème des 150 ans de la mode au Canada. Nous l'avons présenté deux fois, mais le projet n'a malheureusement pas été retenu. Au Musée de la mode, nous aimerions énormément créer beaucoup plus de liens partout au Canada autour de notre thématique mais, encore une fois, cela prend des moyens. Si les moyens consistent toujours à essayer de créer un projet, à le déposer dans un cadre très spécifique et à attendre de voir si nous aurons une réponse — qui vient généralement six mois plus tard —, nous avons déjà à eu le temps de faire autre chose en attendant.

Tout cela fait en sorte que c'est très, très difficile de travailler au quotidien et, surtout, de faire du démarchage et du développement. Ce n'est pas possible à l'heure actuelle et nous voudrions tellement rayonner à l'échelle du pays.

M. Jean-Claude Poitras: Oui. D'ailleurs, à mes débuts en tant que dessinateur de mode, j'ai fait partie de l'Association des dessinateurs de mode du Canada. Ce qu'il y avait de formidable, c'est qu'il y avait toujours des défilés à Toronto, à Montréal, à Vancouver et, par la suite, une tournée de toutes les villes canadiennes. Cela n'existe plus. Je crois que le Musée peut représenter ce lien, ce noyau créatif qui fait voyager la mode canadienne et pancanadienne dans tout le Canada.

Mme Joanne Watkins: Et la faire connaître aussi sur la scène internationale.

M. Jean-Claude Poitras: Oui, bien sûr, sur la scène internationale.

[Traduction]

L'hon. Peter Van Loan: Il ne me reste pas beaucoup de temps, mais on me dit qu'il y aura peut-être une autre série de questions de cinq minutes.

La présidente: Il vous reste 30 secondes.

L'hon. Peter Van Loan: Réfléchissez à ceci pour répondre lors de la prochaine série de questions.

Pour rebondir sur la dernière question, certains experts des musées aux États-Unis disent qu'une transition est à l'oeuvre et que les musées qui sont des institutions quasi publiques sont en train de s'intégrer à la société civile, en rupture avec les financements publics et sont davantage tournés vers une identité propre et vers des financements provenant de fondations et de l'industrie, et par les recettes à la caisse; c'est ce qui se passe aux États-Unis.

J'aimerais que les deux groupes de témoins réfléchissent à cette question, parce que vous n'allez pas avoir le temps de répondre maintenant.

La présidente: Non, car vous avez terminé votre temps de parole.

L'hon. Peter Van Loan: Réfléchissez-y et dites-nous si c'est quelque chose qui est en train de se produire au Canada et ailleurs dans le Commonwealth. Est-ce que cela va se produire et quelles sont les conséquences?

La présidente: Merci.

La parole est maintenant à M. Nantel, pour le NPD.

[Français]

M. Pierre Nantel (Longueuil—Saint-Hubert, NPD): Merci, madame la présidente.

Je remercie les trois témoins d'être ici avec nous ce matin. Il est certainement très instructif d'apprendre quelle est votre réalité, qui est évidemment très différente de celle d'autres musées.

Il y a quand même déjà des parallèles que nous pouvons établir entre les différents témoignages. Lors de son passage mardi, Mme Blanchette, du Musée Pointe-à-Callière, indiquait par exemple que ce serait bien d'avoir un programme qui chercherait à stimuler le soutien de la part de l'industrie et du secteur privé.

Je pense que vous l'avez bien souligné, monsieur Poitras, à un point tel que j'ai l'impression que vous en faites votre croisade. Je vous en remercie, d'ailleurs. Honnêtement, c'est rare qu'on a, au sein d'un conseil d'administration, une personne aussi forte dans le domaine du design et de la mode.

Une autre constatation a aussi été faite lorsque nous avons entendu le témoignage de M. René Rivard, qui identifiait entre autres...

Je vois que vous acquiescez.

Mme Joanne Watkins: Bien sûr, nous nous connaissons. C'est un réseau.

M. Pierre Nantel: Monsieur Rivard nous parlait de la pertinence de se doter d'un système d'entreposage national ou d'une structure similaire. S'il y a un matériau qui pose problème en ce qui a trait à l'entreposage, je suppose que c'est certainement davantage le vêtement qu'une sculpture de marbre.

L'essentiel de la question que je vais vous poser — et c'est pourquoi je crois qu'il est très intéressant de vous recevoir — touche votre récent déménagement. C'est très important parce que, pour la communauté de Saint-Lambert, qui est très près de ma communauté de Longueuil, le Musée du costume et du textile du Québec a longtemps été traité comme un amour négligé. Il était installé dans un endroit très visible, mais sur un coin de rue peu accessible et sans stationnement, avec une fréquentation de l'école à ses côtés, mais pas grand-monde à part ça, j'en ai bien l'impression. J'aimerais que vous nous racontiez l'existence de ce petit musée, qui était peut-être trop gros pour l'écrin qu'on lui réservait.

Aujourd'hui, vous occupez un nouvel emplacement. C'est un changement qui correspond d'ailleurs parfaitement à la nouvelle tendance que M. Van Loan évoquait, soit celle des musées qui deviennent des lieux de médiation dans la société.

Vous êtes maintenant situés au Marché Bonsecours, où il y a la Grande braderie de mode québécoise. Il y a donc une convergence. On dirait que tous les éléments sont réunis, mais qu'il ne manque qu'un peu de poudre de perlimpinpin pour stimuler tout cela.

• (0925)

Mme Joanne Watkins: En effet.

Le musée a 37 ans. Il était situé à Saint-Lambert dans un tout petit bâtiment classé monument historique. Il a tout de même fait de très belles et grandes expositions. Les collections ont été constituées par des dons. En 2005, en considérant de quoi était constituée la collection, la direction de l'époque a convenu qu'il s'agissait beaucoup plus de textile, de mode et ainsi de suite. C'est pourquoi le Musée Marcil est devenu le Musée du costume et du textile du Québec.

Il y a cinq ans, quand je suis entrée en fonction au musée, qui était à Saint-Lambert à l'époque, en tant que directrice administrative, mon mandat consistait à étudier ce qui avait été fait pour déménager ce musée et trouver une solution en ce sens. Il y avait des projets depuis 20 ans pour que ce musée change d'emplacement, notamment à Longueuil et à Saint-Lambert, dans le bureau de poste. Il était toutefois clair que si le musée voulait s'épanouir en conservant comme thématiques la mode et l'art textile, il devait déménager à Montréal.

Nous nous sommes alors penchés sur les emplacements possibles et, finalement, le Marché Bonsecours s'est avéré le bon endroit, précisément parce qu'il y a des liens entre le thème principal du musée et ce qui s'y déroule. Cependant, je ne vous cache pas que le fait de passer d'un loyer modeste à un loyer coûteux est un problème supplémentaire pour ce qui est des coûts de fonctionnement du musée.

Cela dit, nous sommes très heureux. Le lieu est adéquat et le taux de fréquentation a doublé. Nous souhaitons le quadrupler voire le quintupler. Chaque année, 700 000 personnes passent par le Marché Bonsecours. En étudiant le plan d'affaires qui nous a permis de déménager le Musée à Montréal, il m'est apparu clairement que si 10 % de ces personnes venaient au musée, les affaires se porteraient bien.

Je vous ai également parlé d'un problème de signalisation à l'intérieur du marché. En effet, la signalisation y est déficiente, ce qui cause des inconvénients. Je vais justement rencontrer bientôt une fonctionnaire de Patrimoine canadien pour étudier le problème et voir comment nous pourrions trouver une solution, et ce, non pas seulement pour le Musée. Nous nous trouvons effectivement dans un lieu classé bâtiment historique et cet endroit est fréquenté par tout le monde.

M. Jean-Claude Poitras: Si je peux me le permettre, Joanne, j'ajouterais ajouter quelque chose à cet égard.

Monsieur Nantel, ce que vous avez dit est très important. Nous sommes au musée et il y a la Grande braderie de mode québécoise. Les gens du marché ont vu que nous avons vraiment changé les choses. Ils nous accordent maintenant des espaces un peu partout dans le marché, ce qui est assez extraordinaire.

De plus, le Conseil des métiers d'art est déjà établi dans le Marché Bonsecours. Nous constatons donc que cet endroit pourrait très facilement devenir un carrefour du design et de la mode que les

touristes pourraient découvrir. La réflexion dont nous font part tous les touristes lorsqu'ils quittent le musée est que nous leur avons permis de découvrir que la mode canadienne existait. C'est drôlement important. Il ne manque presque rien pour que ce lieu créatif de mode et de design existe.

Mme Joanne Watkins: On appelle cela une volonté politique.

M. Pierre Nantel: D'ailleurs, c'est...

[Traduction]

La présidente: Il vous reste un peu plus d'une minute.

[Français]

M. Pierre Nantel: Si vous avez le temps avant de partir, je vous invite à aller au Marché By et d'aller voir l'édifice central. Il y a d'étranges et inquiétants parallèles à faire entre ces deux endroits. Dans cet édifice, la signalisation est totalement confuse. Je crois que c'est un exemple à ne pas suivre.

Votre musée est situé à un endroit de Montréal qui est très fréquenté par les touristes. Tout le monde s'y précipite.

Y a-t-il à Montréal des passionnés de mode qui sont abonnés à des revues, mais qui ne connaissent rien de tout cela? Croyez-vous qu'une alliance serait possible? Si la dimension du costume a pris de l'ampleur, c'est bien au Grand Costumier, à Montréal. C'est lui qui a sauvé la collection du costumier de Radio-Canada.

N'y a-t-il pas moyen d'acquérir de la visibilité en ayant recours à nos vedettes?

• (0930)

Mme Joanne Watkins: Le Grand Costumier est une réalité complètement différente. D'ailleurs, ces gens viennent d'embaucher une directrice et sont pris, notamment, par leur projet de déménagement. Dans cet ordre d'idées, j'ai été membre du conseil d'administration du Centre national du costume, un grand costumier montréalais dont on doit la création à François Barbeau, qui est décédé dernièrement. C'est un marché complètement différent. L'objectif du Grand Costumier est de louer des costumes et de faire ses frais. J'ai cependant dit à ces gens que, s'ils étaient intéressés, certains dons que nous recevons, mais que ne conservons pas pourraient aller au Grand Costumier. Il reste que c'est une toute autre dynamique, une toute autre démarche et ainsi de suite.

M. Pierre Nantel: Merci.

[Traduction]

La présidente: Merci.

Si nous voulons avoir le temps pour une deuxième série de questions, il va falloir que nous respectons le temps imparti.

La parole est à M. O'Regan pour les libéraux.

M. Seamus O'Regan (St. John's-Sud—Mount Pearl, Lib.): Merci beaucoup.

Madame Cole, je commencerai par vous. Je suis moins intéressé par la comparaison avec les pratiques exemplaires aux États-Unis que je ne le suis avec celles de nos amis européens, australiens et néo-zélandais. Avez-vous constaté des changements concernant leur évolution, les modèles qu'ils suivent en particulier pour le financement, ou au contraire sont-ils dans la continuité?

Mme Catherine Cole: La Grande-Bretagne est dans une situation difficile actuellement en ce qui a trait au financement public des musées. Je dirais que la situation est pire qu'ici, pas forcément à l'échelon national, mais pour les financements locaux. Les financements locaux ont été entièrement supprimés, donc beaucoup de musées locaux ferment tout simplement leurs portes. Comme je l'ai dit, il y a un énorme problème. La crise du financement est clairement une crise internationale.

La grande différence entre le Canada et les États-Unis en matière de financement, c'est que nos voisins ont une culture du financement totalement différente. Les musées sont considérés comme une ressource publique au Canada. Ils sont perçus comme étant des institutions gouvernementales. Ils sont...

M. Seamus O'Regan: Ils sont européens.

Mme Catherine Cole: Oui. Nous suivons le modèle britannique d'établissement des musées, les gens pensent donc que ce sont des institutions éducatives et qu'elles devraient être gratuites. Ce n'est pas le cas aux États-Unis.

M. Seamus O'Regan: Est-ce que vous voulez bien développer? Y a-t-il autre chose concernant l'Europe, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande? Avez-vous vu des choses là-bas qui les ont aidés? Tentent-ils de surmonter la situation?

Mme Catherine Cole: Nous tenons tous le même discours.

M. Seamus O'Regan: Nous tenons tous le même discours.

Mme Catherine Cole: Oui, mais je crois que ce que nous essayons de faire, c'est de diversifier notre discours au sujet des bienfaits que nous apportons à la société. Nous mettons vraiment cet aspect en avant afin que les gens comprennent que les musées d'aujourd'hui ne sont pas ce qu'ils étaient il y a 20 ou 50 ans et que nous faisons énormément de choses dans beaucoup de domaines dans tout le pays.

Vous avez parlé de la manière dont nos villes sont en train de modifier leur positionnement dans le monde. Eh bien, je crois qu'il est important que nous ayons des musées qui ressemblent à ce que sont nos villes et pourtant dans de grandes villes de notre pays ce n'est pas le cas.

M. Seamus O'Regan: Je crois que l'un des défis pour ce comité, c'est de tenter, pour tout ce que nous étudions, de trouver les meilleures pratiques dans d'autres parties du monde dans des pays qui partagent nos valeurs.

Ma question s'adresse à vous tous, lorsque vous parlez à vos collègues à l'étranger, avez-vous observé des programmes, en particulier au niveau du financement et des relations avec leurs gouvernements respectifs, que vous considérez comme étant modernes ou d'avant-garde et que nous pourrions peut-être examiner ou imiter?

Je vois beaucoup de hausses d'épaules. On dirait que le pessimisme est contagieux.

Mme Catherine Cole: Je crois que c'est à vous d'établir le modèle. Il n'y a pas d'exemple de pratique idéale.

[Français]

M. Jean-Claude Poitras: Je viens d'être invité à aller couvrir le Musée du design de Séoul. Je crois qu'il y a là-bas une volonté politique extraordinaire de positionner la Corée comme un pays de design et de mode incroyable. Il y a en ce moment un *buzz* absolument extraordinaire autour de la Corée. Ce pays se positionne à cet égard sur le plan mondial. J'ai découvert, par exemple, des

designers coréens dans un grand salon à Paris, qui s'appelle MAISON&OBJET, où ils ont fait une présentation collective.

[Traduction]

C'est la nouvelle image de la Corée. Oui, nous sommes le design.

[Français]

Il y a aussi ce positionnement international. Ils invitent des gens comme moi à aller couvrir ce nouveau musée du design totalement révolutionnaire, qui mêle la plus belle architecture internationale au monde du design. Pour les gens qui aiment, par exemple, le design, tout le monde n'a qu'une envie, soit d'aller voir ce qui se passe du côté de la Corée.

• (0935)

Mme Joanne Watkins: Est-ce un musée d'État?

M. Jean-Claude Poitras: Oui, c'est un musée d'État. L'industrie de la mode et du design a été mobilisée autour de ce musée. Tout le monde a embarqué et adopté cette idée de positionner la Corée comme un pays très avant-gardiste.

Je crois que c'est la volonté générale mais, au départ, le gouvernement coréen a décidé d'aller chercher les industriels, les manufacturiers, les détaillants et les designers. Il a choisi de changer son image et de se positionner en véritable leader. Cela s'est fait en l'espace de cinq ans.

Mme Joanne Watkins: Quand je parlais de la reconnaissance des institutions muséales, nous vivons quelque chose de particulier non seulement à Montréal, mais au Québec. À Montréal, il y a une quarantaine d'institutions muséales. Il y en a 400 au Québec et, au Canada, il y en a peut-être 2 000. Montréal pourrait se positionner comme une ville de tourisme muséal. Nous pourrions inviter les gens à venir à Montréal pour fréquenter les musées. Les grandes institutions sont toujours celles que l'on promeut et non pas l'unicité, la variété et ainsi de suite.

Je crois qu'il est important qu'il existe de plus petites institutions et des institutions de moyenne grandeur. Toutes les collections ne peuvent être présentées dans les mêmes lieux, parce que les grandes institutions n'ont pas nécessairement la vocation de montrer des collections de tous les genres.

En somme, un Musée de la mode à Montréal, c'est important. D'autres types de musées ailleurs sont aussi importants, quels que soient leur taille. Je me rends compte que, plus ça va et plus je travaille dans le milieu, plus il y a de l'iniquité. Les grandes institutions tirent de plus en plus les ficelles et réussissent, autant auprès du secteur privé que du secteur public, à recueillir des fonds, bien qu'elles puissent dire elles aussi qu'elles manquent d'argent, toutes proportions gardées. Lorsque je parle d'iniquité, je parle de montants qui, parfois et tout à coup, aboutissent dans une grande institution et ne sont pas répartis entre les plus petites. On se demande comment elles font pour que cela se produise. Elles tirent à mon avis les ficelles.

En fait, l'iniquité est un problème. Il est important de reconnaître tous les types de musées et l'unicité des institutions muséales d'un peu partout. Les gens qui font des dons et qui les fréquentent et, en particulier, ceux qui contribuent gratuitement à des collections, s'intéressent à des institutions spécifiques.

[Traduction]

M. Seamus O'Regan: Je suis fasciné par votre réponse sur la Corée...

La présidente: Il vous reste 30 secondes.

M. Seamus O'Regan: En fait, vous parlez de changer l'image de marque d'une industrie, mais aussi de changer l'image de marque d'un pays grâce à un musée.

[Français]

Mme Joanne Watkins: C'est le cas.

[Traduction]

Exactement.

M. Seamus O'Regan: Je trouve cela fascinant.

Allez-y.

Mme Catherine Cole: Puis-je aussi parler de la Corée?

En Asie...

M. Seamus O'Regan: J'irais rien que pour voir cet endroit.

Mme Catherine Cole: En général, les pays asiatiques investissent énormément dans leurs musées et dans la culture. Les musées et la culture sont considérés comme étant très importants.

Le Musée d'Histoire de Séoul m'a invitée il y a quelques années. Il s'y tient une conférence internationale spéciale chaque année et les plus grands experts mondiaux de différentes régions sont invités. On les y fait venir. Nous, nous n'invitons personne.

[Français]

Mme Joanne Watkins: Ce sont des musées de médiation.

[Traduction]

M. Seamus O'Regan: Merci de nous avoir accordé de votre temps.

La présidente: Merci beaucoup.

Je crois que nous ne pourrions prendre que trois minutes pour cette prochaine série de questions, parce que nous avons largement dépassé le temps qui nous est imparti. Le deuxième tour sera donc de trois minutes au lieu de cinq.

Monsieur Van Loan, vous avez trois minutes, je vous en prie.

L'hon. Peter Van Loan: Vous avez entendu ma question. Seamus l'a un peu évoqué. Est-ce que quelqu'un à quelque chose à ajouter? Il s'agit de cette transition aux États-Unis des musées qui d'institutions publiques deviennent partie intégrante de la société civile, séparés de la sphère publique.

Mme Catherine Cole: Les musées font clairement partie de la société civile. Nous avons une structure étrange, dans le sens où certains musées sont des institutions publiques qui font partie des musées gérés par le gouvernement, tandis que d'autres relèvent du bénévolat. Toutefois, tous les musées relèvent du bénévolat étant donné que nous dépendons très fortement des bénévoles pour tout ce que nous faisons.

Les musées prennent en charge des thèmes sociaux et des difficultés sociales de plus en plus larges, nous sommes de plus en plus présents dans la société civile, donc nous sommes clairement positionnés au sein de la société civile, mais comme je le disais, le modèle de financement aux États-Unis est tellement différent que nous ne pouvons pas jouer ce jeu-là. Les Canadiens ne s'attendent pas à contribuer aux musées de la manière dont cela se fait aux États-Unis. Nous n'avons pas le modèle philanthropique pour cela. Il n'existe pas les mêmes avantages fiscaux au Canada. Nous n'avons pas les fondations riches qu'ils ont aux États-Unis. C'est tout simplement totalement différent là-bas et nous ne pouvons pas suivre leur modèle en ce qui concerne la culture.

L'hon. Peter Van Loan: Vous êtes de Montréal. Nous avons beaucoup entendu parler de la Société des directeurs de musées

montréalais et de ses bienfaits. Je ne crois pas avoir vu ce modèle et les services qui sont fournis aux musées, ailleurs dans notre pays. Peut-être pourriez-vous en parler un peu et ce que cela a apporté à votre musée. Je suppose que vous en êtes membres.

• (0940)

[Français]

Mme Joanne Watkins: L'Organisation des directeurs des musées d'art canadien de Montréal existe depuis fort longtemps et elle a d'ailleurs mis sur pied une réserve commune. Malheureusement, nous n'en faisons pas partie. Toutefois, cela a été un projet très fédérateur qui a rallié énormément de gens.

J'ai déjà été coordonnatrice d'un réseau de musées en Montérégie. Ce réseau s'appelait la Cellule régionale d'expertise en muséologie et était subventionné pour une période de trois ans par un projet spécifique du ministère de la Culture. Si on met sur pied des projets pilotes, il faut se donner au moins trois ans pour entreprendre le travail et le mettre en marche. Elle menait en particulier des projets de promotion conjoints auprès de 17 institutions muséales. L'argent servait donc à tout le monde, ce qui était une excellente idée. C'est ce que la Société des musées de Montréal fait également, tout comme la Société des musées du Québec et l'Association des musées canadiens. Elles s'occupent de donner des services à toutes les institutions qui en sont membres. Ceux-ci se présentent sous différentes formes. On parle de services de formation, de soutien et de services techniques.

Cela pourrait représenter une avenue à explorer. De permettre à des associations d'offrir des services à leurs membres pourrait constituer un moyen d'aider à cet égard.

[Traduction]

La présidente: Merci, madame Watkins.

Monsieur Breton, des libéraux, vous avez trois minutes. Je vous en prie.

[Français]

M. Pierre Breton (Shefford, Lib.): Merci, madame la présidente.

Je remercie les trois témoins d'être présents parmi nous aujourd'hui. Je vous félicite, monsieur Poitras, pour votre éminente carrière. C'est une grande fierté pour le Québec et le Canada.

On a parlé de beaucoup de défis sur le plan financier. Vous avez parlé, entre autres, des engagements gouvernementaux, particulièrement pour le Canada. Je voudrais savoir s'il y a eu des engagements ou une participation quelconque au cours des années antérieures que j'ignore. Quand vous parlez de désengagement, faites-vous référence à du financement que vous receviez de Patrimoine canadien ou d'autres ministères et auquel vous n'avez plus droit aujourd'hui? Je voudrais bien comprendre votre propos à cet égard.

Mme Joanne Watkins: Les montants n'augmentent pas, ce qui veut dire qu'il y a en quelque sorte une diminution. De plus en plus d'intervenants déposent des projets et essaient d'obtenir du financement. C'est dans ces termes que cela se joue. La subvention du ministère de la Culture aux musées n'a pas augmenté depuis plusieurs années.

M. Pierre Breton: Elle stagne.

Mme Joanne Watkins: Les coûts augmentent et on fait plus avec beaucoup moins. On est très ingénieux et il faut le voir. Toutes les institutions muséales le sont.

M. Pierre Breton: Je vous félicite de votre travail et de votre résilience.

M. Jean-Claude Poitras: Je crois que le temps est venu de penser et d'agir différemment. On doit vraiment penser différemment.

Pour illustrer mon propos, j'étais à la base d'un développement qui a débuté lentement il y a quatre ans. Cela vient de connaître une belle apothéose à Toronto au plus grand salon de meubles au Canada.

C'est un peu une initiative du Cégep régional de Lanaudière, à Terrebonne, où il y a un département de design industriel. Ces gens sont venus me voir pour me dire qu'il était temps, en premier lieu, de repositionner le Québec, mais, éventuellement et idéalement, tout le Canada, en ce qui concerne notre approche du design et nos actions dans ce domaine.

Deux collègues chercheurs et designers industriels et moi avons fait ce qu'on a appelé le référentiel du meuble québécois pour tenter de trouver une nouvelle façon d'approcher cette image floue qui tourne autour des fabricants de meubles au Québec. Nous avons fait cela parce que l'industrie du meuble est très importante au Canada. Ceux qui ont résisté à la vague de production de l'Asie se cherchent un peu, se questionnent et se demandent comment ils se démarqueront et ce qu'ils feront. Ils sont toujours en mode survie. Il faut aller ailleurs.

Nous avons cru qu'il fallait vraiment croire au pouvoir du design afin de se démarquer et nous avons cherché dans nos racines et nos traditions au fil des ans. Nous avons d'abord convaincu sept manufacturiers.

• (0945)

[Traduction]

La présidente: Monsieur Breton, je crains que nous ne soyons obligés de demander à M. Nantel de vous permettre d'empiéter sur ses trois minutes pour pouvoir terminer.

[Français]

M. Pierre Nantel: Monsieur Poitras, je vous demande de poursuivre votre idée en mettant en lumière le fait que le designer Philippe Dagenais a fermé sa boutique. Il faut quand même être cohérent à cet égard.

M. Jean-Claude Poitras: Je m'excuse, mais je dois rétablir les faits. M. Dagenais est un grand designer intérieur qui a vendu son nom à des gens d'affaires, et ce, il y a plusieurs années. M. Dagenais n'est donc plus impliqué dans cette entreprise depuis plus de 10 ans.

Il y a un rapport avec la mode parce que nous avons mêlé sept designers industriels à sept manufacturiers et nous avons essayé de trouver ce qui pouvait nous identifier. Nous avons alors montré les premiers résultats quatre ans plus tard à Toronto et ce fut un succès incroyable. Nous avons remporté deux des prix les plus prestigieux du salon. On nous a appelés *The jewel of the show*. C'était une découverte pour tous les journalistes. En ce moment, nous sommes couverts autant à Milan qu'à Paris dans des publications incroyables. Cela s'est fait à l'interne de façon différente en impliquant tout le monde.

Maintenant, Export Québec est derrière nous. Nous avons l'appui du gouvernement parce que nous avons osé faire les choses différemment. Nous avons convaincu la base même, c'est-à-dire les manufacturiers, en nous assurant d'avoir l'appui du gouvernement. Je pense que c'est ce qu'il faut sentir aujourd'hui. Il faut des projets mobilisateurs qui viennent autant de l'engagement du gouvernement que de l'engagement de toute l'industrie.

M. Pierre Nantel: Vous avez bien raison.

C'est curieux et je suis heureux que vous ayez fait allusion au modèle coréen étant donné que j'ai remis à la ministre et à son cabinet le livre intitulé *The Birth of Korean Cool*. Ce livre raconte précisément ce qui s'est fait en Corée. Le phénomène le plus connu, à savoir la fameuse chanson *Gangnam Style*, est une initiative du gouvernement et est complètement soutenue par l'État.

À ce sujet, êtes-vous au courant, madame Watkins, qu'en ce qui concerne le soutien au théâtre, il y a eu cette...

[Traduction]

La présidente: Il vous reste environ une minute.

[Français]

M. Pierre Nantel: Il y a eu cette sorte de crise au cours de laquelle les grandes institutions théâtrales ont déploré le fait qu'elles perdaient des sources de financement parce qu'on donnait une chance aux plus jeunes. Croyez-vous que ce mouvement soit en cours sur le plan muséal?

Mme Joanne Watkins: J'aimerais bien cela. Cependant, je vous dirais que les réseaux et les musées ne mordent pas très fort. Les musées ne s'affichent pas si fortement que cela. Je crois qu'en effet, il y a une affirmation de qui nous sommes. Vous avez raison que les musées font de la médiation culturelle, et c'est ça le développement. Il faut arrêter de percevoir les musées comme des lieux fermés qui contiennent des collections.

En ce sens, il faut que les musées s'affirment un peu plus et cela peut devenir, comme nous le disions plus tôt, une nouvelle image de marque pour les institutions muséales au Canada. C'est là où nous en sommes à cet égard.

M. Pierre Nantel: Merci.

[Traduction]

La présidente: Merci beaucoup.

Je voudrais remercier les témoins d'avoir été parmi nous. Je sais que le temps était très limité, mais nous procédons à un examen d'ensemble, alors je crois que vous nous avez permis de nous faire une idée de ce qui va et de ce qui ne va pas et de ce qui doit changer.

Je ne savais pas, par exemple, avant de me rendre dans cet endroit nommé Design Exchange à Toronto, que le Canada était après la Seconde Guerre mondiale à la pointe en conception industrielle. Toutes ces bouilloires étaient fabriquées à partir des phares en aluminium des avions que nous produisions. Nous sommes devenus un symbole de la conception industrielle à cette époque. Personne ne le sait. Je ne le savais pas avant de visiter le musée. J'ai pensé, mince, nous devons célébrer cela comme faisant partie de notre histoire. Pour notre 150^e anniversaire, il faut que nous mettions cela en avant, pas seulement les bouilloires et ainsi de suite, mais aussi beaucoup de mobilier en résine, des objets en plastique, des horloges, la console qui permettait de loger la télévision, la chaîne haute-fidélité et tout le reste dans un unique meuble. Nous avons conçu cela. C'était une conception canadienne qui était très en vogue dans les années 1950.

Je crois que vous avez dit des choses très importantes, merci beaucoup d'être venus.

Mme Joanne Watkins: Merci.

La présidente: Nous allons laisser quelques instants aux témoins pour qu'ils puissent sortir avant que nous ne passions à la deuxième partie de cette réunion.

Merci.

• (0945)

(Pause)

• (0950)

La présidente: Chers collègues, nous allons commencer la deuxième partie et il nous faudra garder du temps pour passer à huis clos pour les affaires du Comité.

Monsieur Nantel, puis-je vous demander d'occuper le fauteuil pendant quelques minutes?

[Français]

Le vice-président (M. Pierre Nantel): Nous allons reprendre les travaux du Comité.

Je tiens à souhaiter la bienvenue à nos témoins soit, Mme Alexandra Badzak, présidente-directrice générale de la Galerie d'art d'Ottawa, et Mme Robin Etherington, directrice générale du Musée Bytown. Ce musée est, si je ne me trompe pas, vraiment situé juste à côté d'où nous sommes, soit près des écluses.

Madame Etherington, vous avez la parole.

[Traduction]

Mme Robin Etherington (directrice générale, Musée Bytown): Merci.

Merci, monsieur le président, je considère cette occasion de m'exprimer devant le Comité permanent du patrimoine canadien comme un privilège personnel, mais c'est également un honneur de représenter le musée Bytown et de parler au nom de tous les musées et salles d'art communautaires de notre remarquable pays, le Canada.

Le musée Bytown est un organisme de bienfaisance enregistré à but non lucratif, comme c'est le cas de la plupart des musées et salles d'art communautaires au Canada. Le musée Bytown se conforme désormais avec la Loi sur les corporations, depuis octobre 2014. Nous pourrions en parler, mais je vais avancer, car je n'ai que cinq minutes.

Ce que je voudrais souligner pour l'heure...

M. Pierre Nantel: Vous avez 10 minutes.

Mme Robin Etherington: Super, je vais pouvoir lire toutes mes notes. J'en suis ravie. Je vais pouvoir vous divertir.

Je tiens à insister sur le fait que le gouvernement fédéral doit prendre au sérieux la nécessité de revitaliser et de refondre complètement la politique nationale sur les musées ainsi que les subventions du PAM. Je vous invite à considérer que nous ne parlons pas ici uniquement dans le cadre de ces merveilleuses séances de consultation. Ce sont des aspects importants qui constituent un travail de fond. Il faut y voir la première étape d'un processus à long terme visant à revitaliser le modèle de financement ainsi que les politiques et les stratégies qui soutiennent les musées et les salles d'art communautaires, partout au Canada, dans l'accomplissement de leur mission communautaire, nationale, provinciale et même internationale.

Cela sous-entend un examen en profondeur de même que, comme je le disais, la transformation radicale de tout un ensemble de politiques et de procédures ainsi qu'une refonte du modèle de financement des musées et des salles d'art. Cela comprend, sans s'y limiter, la Politique nationale des musées, la Politique du droit d'auteur, la Loi sur les sociétés par actions, le PAM, le programme d'emplois d'été, les programmes Jeunesse Canada au travail, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, l'Institut canadien de conservation et le fait que les musées nationaux doivent servir de centres de ressources pour les musées communautaires.

Nous entretenons tous deux d'excellentes relations de travail avec les musées nationaux, mais il est maintenant question de passer à la vitesse supérieure. Les musées nationaux doivent devenir des pôles universels, les ministères fédéraux doivent communiquer entre eux et avec les musées communautaires et ils doivent coordonner les programmes et les ressources pour faciliter le travail des musées et des salles d'art communautaires dans leurs services à la population.

Je joue ici un rôle de témoin auprès du Comité, pour exprimer le point de vue d'un musée communautaire, petit mais dynamique, le musée Bytown. Vous avez tout à fait raison, nous sommes à un jet de pierre d'ici et notre porte vous sera toujours ouverte. Nous avons tout ce qu'il faut pour vous accueillir dignement.

Notre musée est un monument historique national classé au patrimoine mondial de l'UNESCO; il est géré par Parcs Canada, pour le compte de la population canadienne.

La plupart des musées du Canada sont des musées communautaires qui servent leur collectivité, leur province et leur pays depuis plusieurs années.

Les musées, ainsi que tous les organismes culturels, sont confrontés aux défis du XXI^e siècle, comme la numérisation dont il a été question lors de la séance de mardi. La mobilisation des jeunes est déterminante. On constate des changements démographiques majeurs sous l'effet non seulement de la population vieillissante du baby-boom, mais aussi sous celui de la composition ethnique de la société canadienne dû, entre autres, à l'afflux annuel de nouveaux immigrants. Par exemple, la plupart des musées nationaux accueillent les cérémonies de la citoyenneté et, cette année, le site patrimonial du canal Rideau servira pour les fêtes du Canada. C'est tout à fait incroyable.

Nous devons aussi composer avec la situation économique mondiale. Et puis, nous sommes aux prises avec les sempiternels problèmes de limitations budgétaires, du maintien en poste de professionnels extraordinairement compétents, de l'augmentation de la demande de services de muséologie et des problèmes d'infrastructures.

Les musées sont une composante essentielle de l'industrie culturelle canadienne et ils apportent, chaque année, des milliards de dollars à l'économie du pays. En retour, l'investissement accordé à la culture est minime. Le ministère du Patrimoine canadien n'a pas mis à jour sa Politique nationale des musées ni son Programme d'aide aux musées depuis les années 1990 et ni l'un ni l'autre ne reflètent plus désormais les besoins et la réalité des musées ou des services culturels offerts au XXI^e siècle.

Le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le RCIP, répond bien aux besoins des musées et des salles d'art pour ce qui est des services en ligne et de la numérisation. Or, les services du RCIP ont été transférés au Musée canadien de l'histoire.

• (0955)

Selon moi, outre la nécessité de produire un ensemble de politiques et de programmes à l'appui des musées et des salles d'art du Canada, la dimension la plus importante des nouvelles réalités de l'univers muséal est celle de la numérisation des collections et des services en vue de favoriser un accès local et global aux musées. C'est le fondement même de leur avenir.

Dans mon humble musée Bytown, en moins de quatre ans, nous avons déjà numérisé 4 000 images et téléchargé 2 000 dossiers et images dans une base de données en ligne pour permettre l'accès public. Nous l'avons fait grâce à une subvention provinciale — programme qui a été interrompu — et à deux subventions PAM pour lesquelles je serais éternellement reconnaissante. Le problème est que je ne peux plus, désormais, demander une autre subvention PAM pour ce projet parce qu'il sera considéré opérationnel après deux ans.

Il s'agit de subventions versées au projet. Il n'existe pas de financement opérationnel bien que la numérisation, pour n'importe quel musée, constitue un projet à long terme nécessitant un financement à long terme. Aucun palier de gouvernement n'offre de subventions, pas plus les provinces, les municipalités que le fédéral, pour les projets technologiques en muséologie.

En outre, les musées sont en train de devenir des plaques tournantes communautaires. Ils l'ont toujours été, mais ils le seront davantage. Par exemple, le musée Bytown a une galerie d'art communautaire qui est mise gratuitement à la disposition de tout groupe communautaire, ethnique ou autre, ainsi que des artistes locaux, comme des photographes, pour leur permettre d'exposer. En quatre ans, nous avons ainsi exposé des oeuvres des communautés chinoise, guatémaltèque, mexicaine et polonaise. Nous allons accueillir une exposition de la communauté indonésienne et nous avons déjà exposé de nombreux artistes locaux.

•(1000)

Le vice-président (M. Pierre Nantel): Il vous reste deux minutes, madame.

[Français]

Mme Robin Etherington: Merci.

[Traduction]

Je vais sauter le reste.

Le gouvernement est en train d'examiner et d'actualiser son modèle de financement et c'est d'ailleurs ce que je vous demande de faire. Nous sommes en 2016, mais le modèle de financement du gouvernement fédéral repose sur des réalités économiques des années 1970 et il ne correspond plus ni aux besoins ni à la réalité des musées et des salles d'art du XXI^e siècle au Canada.

Voici, très brièvement, une liste de certains des problèmes auxquels nous sommes tous confrontés.

Il faut améliorer les infrastructures physiques et numériques des musées. Nous sommes une société multiculturelle, et les musées et les salles d'art sont tout en bas de la pyramide, là où le multiculturalisme s'exprime; c'est ce que nous constatons dans nos expositions et nos programmes.

Il faut investir dans l'amélioration de la gestion culturelle et de la gestion patrimoniale — ce dont il a, je crois, été question plus tôt —, non seulement pour permettre à nos professionnels de continuer d'améliorer leurs compétences, mais aussi pour améliorer les programmes en gestion muséale et en gestion du patrimoine culturel dans les collèges et dans les universités.

Ce dernier point est très important: le gouvernement fédéral doit coordonner avec nous l'administration de programmes de subventions fédérales, provinciales et municipales ainsi que d'autres programmes, non seulement pour réduire et rationaliser le processus de demande dont M. O'Regan a parlé l'autre jour, mais aussi pour nous assurer que nous pouvons correctement faire notre travail pour la population canadienne.

[Français]

Le vice-président (M. Pierre Nantel): Je regrette, mais le temps dont vous disposiez est écoulé.

[Traduction]

Mme Robin Etherington: Je vais devoir m'arrêter ici.

[Français]

Merci beaucoup.

Le vice-président (M. Pierre Nantel): Merci beaucoup, madame Etherington.

Je vais maintenant céder la parole à Mme Badzak et remettre le fauteuil de la présidence à Mme Fry.

Mme Alexandra Badzak (directrice et chef de la direction, La Galerie d'art d'Ottawa): Bonjour. Je remercie le Comité de cette invitation à comparaître aujourd'hui.

[Traduction]

Merci de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer devant le Comité permanent du patrimoine canadien de la Chambre des communes. Afin de gagner du temps, je vais m'en tenir à mes notes.

Je suis directeur et PDG de la Galerie d'art d'Ottawa. J'ai l'honneur de représenter notre galerie municipale, mais aussi de m'exprimer au nom des salles d'art municipales et régionales de partout au Canada.

Mon point de vue et un grand nombre des exemples que je vais citer sont ceux d'une salle d'art publique locale, la mienne, qui est en plein projet d'expansion majeure, non seulement en ce qui a trait aux installations physiques et à l'infrastructure — puisque nous déménageons d'un espace de 12 000 pieds carrés dans un nouveau bâtiment de 80 000 pieds carrés — mais aussi en ce qui concerne l'augmentation de nos effectifs, le développement, les opérations de financement, l'adoption de nouvelles plateformes technologiques et numériques, la production de recettes, la gouvernance et le renforcement de la programmation.

La nouvelle Galerie d'art d'Ottawa devrait ouvrir à l'automne 2017 en tant que projet d'héritage culturel d'Ottawa et un grand nombre des défis et des attentes que nous constatons dans notre secteur, y compris le changement de paradigme pour les musées au XXI^e siècle, occupent désormais une place prépondérante dans l'état d'esprit collectif qui règne au sein de notre organisation.

De nos jours, une salle d'art publique ne peut plus simplement être un temple de la haute culture, car il lui faut être ce fameux troisième espace, cette plaque tournante, ce leader d'opinion qui contribue à proposer des programmes progressistes dans nos villes.

Qu'est-ce qui fonctionne? Comme Robin l'a mentionné, le programme d'assistance des musées fonctionne bien. Je peux vous parler de son utilité parce que j'ai reçu une importante contribution du PAM pour notre exposition Alma Duncan. Cette contribution nous a non seulement permis d'effectuer la recherche de base sur cette artiste peu connue, qui a été la première cinéaste canadienne à l'ONF — si bien qu'on peut parler d'un « programme de reconstitution » à caractère féministe —, mais il nous a aussi permis de créer une importante publication d'accompagnement et d'effectuer ensuite une tournée régionale. Personne n'aurait entendu parler de cette artiste très importante si ce n'avait été du financement essentiel du PAM.

Toutefois, comme Robin l'a dit, il faut que cette subvention, et les autres subventions du ministère du Patrimoine canadien, fassent l'objet d'une mise à jour en fonction des réalités muséales du XXI^e siècle.

Quant aux espaces culturels, je peux vous dire que le Fonds du Canada pour les espaces culturels est, pour le moment, essentiel à notre croissance. Jusqu'ici, nous avons eu accès à la catégorie des « équipements spécialisés » de la subvention qui nous a permis de réaliser des études de faisabilité et d'autres activités du genre. Le Fonds est fondamental. Aucune salle d'art ne peut envisager de prendre de l'expansion si elle ne bénéficie pas de cette subvention.

Nous avons été ravis de constater que le fonds a été remis en vigueur et mieux doté, mais étant donné l'état de l'infrastructure culturelle au Canada, ce programme va bientôt craquer aux coutures sous l'afflux des demandes. J'ajouterais que beaucoup de salles d'art ont eu de la difficulté à réunir les fonds de contrepartie exigés dans le cadre de ce programme.

Robin vous a aussi parlé de l'Institut canadien de conservation, ou ICC. Je ne saurais vous dire à quel point cet organisme a joué un rôle important pour nous, puisqu'il nous a guidés dans tous les aspects de la conception et de la planification fonctionnelles de notre nouveau musée, de même que dans la révision de toutes les étapes majeures de nos plans de conception. Autrement dit, le personnel de l'Institut a veillé à ce que — après que nous serons installés dans notre nouvel édifice dans un an d'ici et que nous demanderons au gouvernement fédéral de nous accorder la reconnaissance officielle de musée — nous répondions au cahier des charges pour ce qui est du contrôle de la température et de l'humidité, des systèmes de CVC, de la sécurité et autres. L'Institut a joué un rôle fondamental en ce qui nous concerne. Cela nous permet donc d'être un musée, un espace désigné, où nous pouvons installer notre propriété culturelle que nous allons partager avec des organisations sœurs.

Beaucoup de salles d'art au Canada ne se trouvent pas à Ottawa où se situe l'ICC et n'ont pas accès à ce programme, et elles risquent donc de ne pas recevoir la reconnaissance officielle de musée.

Évidemment, une partie de nos défis tient à l'argent qui nous parvient de nos bailleurs de fonds. Je crois que vous en avez parlé un peu, mais je peux vous dire, d'après mon expérience du Fonds des acquisitions du Conseil des arts du Canada, que les programmes de financement de contreparties intéressent beaucoup les bailleurs de fonds. Nous aimerions que soit mis sur pied un programme national de dons de contreparties qui nous permettrait de faire fond sur l'argent qui nous est donné et d'aller en chercher davantage.

L'accessibilité est un aspect négligé depuis longtemps, mais aujourd'hui, il est très en vogue chez les musées et les salles d'art. Il convient de favoriser l'accessibilité sur de nombreux fronts: dans les espaces physiques, pour les biens numériques, pour le recyclage du personnel et pour l'accessibilité des lieux de travail qui se trouvent souvent dans des bâtiments n'ayant pas été conçus pour accueillir du personnel, comme c'est le cas de notre situation actuelle, puisque nous sommes logés dans l'ancien tribunal de comté. Nous avons besoin d'un soutien pour nos infrastructures et pour le renforcement de nos capacités, pas simplement pour être conformes avec la loi, mais pour devenir des chefs de file.

• (1005)

Il y a également la représentation des Autochtones. En tant que membres de l'Organisation des directeurs des musées d'art canadiens, nous sommes très conscients des mesures que nous devons prendre pour que les Premières nations, les Inuits et les Métis fassent partie intégrante de nos musées et de nos galeries, pas seulement au niveau de la programmation — car je pense que nous le faisons très bien — mais au niveau de la direction et de la gouvernance dans les conseils d'administration et le personnel. Nous avons besoin d'incitatifs pour

atteindre cet objectif, mais il faut également une certaine intervention de la part du gouvernement.

En ce qui concerne le droit d'auteur et les nouvelles compétences numériques, il ne fait aucun doute que le monde numérique et toutes les nouvelles plateformes des médias sociaux obligent les musées à repenser les compétences nécessaires pour tous les postes, non seulement dans les communications, mais dans tous les aspects. Cela pèse plus lourdement sur les galeries d'art car, bien entendu, nous ne sommes pas les seuls propriétaires du droit d'auteur de l'art que nous exposons. Pour promouvoir et communiquer sur les médias sociaux, nous avons de véritables défis qui sont en corrélation directe avec la Loi sur le droit d'auteur.

En ce qui concerne la gouvernance, je peux dire que le conseil d'administration du Musée des beaux-arts de l'Ontario est solide et réfléchi. Il adopte un nouveau modèle de gouvernance du conseil pour notre galerie au moment où nous entamons une période de croissance et de changement importants. Mais cette réalité est rare et je dois dire que l'une des plus grandes difficultés que connaissent les organismes sans but lucratif est le schisme qui peut se produire entre le personnel professionnel et les conseils d'administration. C'est pourquoi nous aimerions voir une formation et une surveillance de la part du gouvernement fédéral.

Dans les quelques minutes qui me restent, je veux parler du contexte de la capitale nationale. Robin et moi avons une expérience nationale d'autres galeries au Canada, notamment en Saskatchewan, mais le contexte de la capitale nationale est très particulier et j'aimerais donc prendre un moment pour en parler. Je dirais que notre réalité serait la même à Winnipeg ou à Halifax, dans d'autres municipalités qui ont des musées nationaux.

Le premier aspect est la dotation en personnel et les salaires compétitifs. Il nous est extrêmement difficile d'attirer et de retenir du personnel face à ces grands organismes nationaux. Robin et moi avons formé des employés, les avons motivés pour les voir partir pour le Musée des beaux-arts du Canada et le Musée de la nature. Nous en sommes heureux pour eux, mais c'est difficile pour nous.

Il y a ensuite le bilinguisme. Le Musée des beaux-arts de l'Ontario est le seul musée bilingue de cette taille, et le fait d'avoir à trouver et retenir du personnel bilingue pour traduire la myriade de communications de marketing et sur les médias sociaux constitue un important fardeau financier pour notre organisation.

Le marketing et les attentes à notre égard sont un autre problème. Notre département et les fonds de marketing ne peuvent pas se comparer aux musées nationaux, mais on s'attend à ce que nous soyons au même niveau. Même si nous sommes flexibles et réactifs et pouvons faire des choses très intéressantes que ne peuvent pas faire les musées nationaux, nous sommes souvent éclipsés.

Je ne veux pas du tout avoir l'air de me plaindre. Je pense, comme l'a dit Robin, que nous avons d'excellentes relations avec nos organisations nationales, mais nous aimerions plus d'initiatives comme le festival des Scènes du Centre national des Arts, qui fait participer les galeries et les musées communautaires locaux, nous donne des fonds pour des programmes parallèles et nous englobe dans ce contexte de marketing plus vaste. Cela nous est très utile. Nous sommes devenus la deuxième journée de votre voyage à Ottawa. Vous voyez les musées nationaux le premier jour et vous venez voir cet élément de terrain local le deuxième jour.

• (1010)

La présidente: Vous avez deux minutes, madame Badzak.

Mme Alexandra Badzak: Merci. J'ai presque fini.

En ce qui concerne les donateurs, il est évident que la concurrence est rude ici et dans la région de la capitale nationale. Même si nos musées nationaux disent qu'ils ont des membres au niveau national, un parrainage national et des donateurs nationaux, en réalité quand on regarde leur mur dédié aux donateurs, cela n'est pas du tout confirmé. Beaucoup de nos dirigeants et donateurs communautaires qui se tourneraient naturellement vers nous vont au niveau national. Nous sommes souvent négligés par les entreprises, qui ne voient que la région, en ce sens qu'ils ne font pas la distinction entre les institutions locales et nationales. Cela complique encore une fois notre travail pour générer des revenus.

En conclusion, je pense que je peux parler au nom de notre secteur pour dire que nous sommes très heureux que le gouvernement canadien voie dans ses musées des éléments clés de notre identité culturelle et reconnaisse le pluralisme et les espoirs et les aspirations de notre pays. J'encourage notre gouvernement, comme Robin l'a dit, à réfléchir à une nouvelle stratégie et à une nouvelle politique pour nos musées nationaux de façon à paver la voie pour une croissance durable afin que nous puissions vraiment refléter les changements démographiques et les tendances régionales et mondiales. Cette politique, comme Robin l'a dit également, doit tenir compte d'autres lois et politiques qui touchent la politique des musées. Cela ne peut pas se faire isolément.

Pour terminer, je vais citer le merveilleux texte polémique de Max Wyman pour définir l'imagination. Il dit:

Pour conserver un Canada distinctif et pluraliste dans lequel les récits de ses habitants sont entendus et valorisés, nous devons nourrir les éléments qui expriment cette spécificité. C'est une tâche à laquelle le milieu culturel et le gouvernement doivent s'attaquer ensemble...

Là-dessus, je vous remercie d'entamer le dialogue avec nous aujourd'hui.

La présidente: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer aux séries de questions en commençant par une série de sept minutes. Je ne pense pas que nous aurons le temps pour une autre série.

Nous commençons par Mme Dabrusin pour les libéraux. Vous avez sept minutes, s'il vous plaît.

Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.): Merci à vous deux. J'ai été très intéressée par vos expériences. Je suppose que l'expérience d'Ottawa est sans doute assez différente de celle que vous avez eue dans d'autres villes du pays lorsque vous parlez des musées nationaux et des petits musées.

Je voulais revenir sur un des sujets. Vous avez toutes les deux parlé de la numérisation de ce qui se trouve dans vos musées. Je voulais vous demander pourquoi il est important de numériser ce qui se trouve dans vos musées. Est-ce une question de marketing pour que les gens sachent ce qui est disponible ou y a-t-il un autre objectif?

Mme Robin Etherington: Madame la présidente, c'est une excellente question et je ferai de mon mieux pour y répondre.

Tous nos jeunes accèdent à l'information de cette façon. Pour obtenir notre information en ligne, nous devons donc numériser non seulement les documents et les images des collections, mais également nos services. Cela n'empêche pas les gens de venir au musée. En fait, en quatre ans, nous avons doublé la fréquentation et nous avons doublé les recettes. Ce n'est pas l'un ou l'autre, ce sont les deux ensembles.

Il y a également des raisons liées à la recherche mondiale. Nous avons des gens en Europe et au Mexique qui nous demandent des

renseignements sur notre collection. Cela élargit notre rayonnement et améliore notre capacité. Pour ce faire et pour rester compétitifs avec les autres organisations, nous devons faire la même chose. Nous allons devoir numériser notre collection et nos services.

Pour répondre à votre autre question, ainsi qu'à la question de madame la présidente il y a deux jours, cela facilite réellement notre stratégie de marketing. Nous les mettons sur Twitter et sur Facebook, ce qui améliore notre dialogue et notre présence, non seulement dans notre communauté immédiate, mais également au niveau provincial et national.

Parallèlement, nous avons des visites audio-guidées en six langues. Tourisme Ottawa nous aime. Nous les avons téléchargées sur notre site Web. Ce n'est pas seulement la numérisation des collections en soi. C'est un ensemble de stratégies et de tactiques qui nous permettent d'être connus dans notre communauté et notre province et à l'étranger.

● (1015)

Mme Julie Dabrusin: Qu'en est-il du Musée des beaux-arts de l'Ontario?

Mme Alexandra Badzak: C'est le Musée des beaux-arts d'Ottawa.

Oui, je reprends ce qu'a dit Robin au sujet du dialogue. Oui, pour le marketing en particulier, c'est très important, mais les médias sociaux sont un dialogue entre personnes et on s'attend à ce que cette information circule librement. Si cela est impossible, si nous devons la contrôler, si nous devons payer chaque fois qu'une image est diffusée, c'est très difficile pour nous.

Mme Julie Dabrusin: Cela m'amène à ma prochaine question, la question du droit d'auteur. Elle a déjà été soulevée deux ou trois fois. Je ne sais pas ce que vous en pensez. Comment pouvons-nous protéger les droits de nos artistes et des producteurs de contenus tout en passant à un environnement numérisé? Avez-vous des idées à ce sujet?

Mme Alexandra Badzak: Je ne prétends pas être une experte en la matière. C'est un sujet qui nous cause des difficultés. De toute évidence, nous nous soucions énormément des artistes et de leur droit à leur propriété culturelle. Néanmoins, les attentes sur la façon dont nous diffusons ces images ont considérablement changé. Je pense qu'il doit y avoir un assouplissement de la part de l'institution, dont le travail est de promouvoir, de présenter et d'interpréter l'oeuvre pour pouvoir la présenter sur toutes les plateformes que la société exige. C'est un aspect.

Nous essayons de trouver les moyens de contourner le problème. Nous devons faire preuve d'inventivité dans notre façon de prendre des images des plans d'installation lorsque nous exposons une oeuvre. Nous ne montrons pas directement l'oeuvre, mais l'action de mettre l'oeuvre sur le mur. Nous faisons souvent des entrevues avec les artistes. C'est un moyen de renforcer le dialogue et de ne pas utiliser seulement l'image de leur oeuvre.

Cela change vraiment l'ensemble des compétences que nos conservateurs doivent avoir désormais. Là où ils faisaient de la recherche et de la rédaction, ils devront être des experts en interview et vidéographie. L'avenir va présenter de nouveaux défis.

Mme Julie Dabrusin: Savez-vous d'après vos interactions avec les musées d'autres pays et juridictions ce qu'ils font en matière de numérisation des collections et de droit d'auteur? Avez-vous vu d'autres juridictions mieux aborder ces questions?

Mme Alexandra Badzak: J'aimerais vous répondre par l'affirmative, mais nous avons des difficultés.

Mme Robin Etherington: À ce propos, l'ICOM et ICOM Canada peuvent être une bonne ressource pour vous. La nouvelle présidente d'ICOM Canada est Audrey Vermette. Cet organisme fait énormément de recherches sur cette question et un certain nombre d'autres.

Je vais revenir à la question de M. O'Regan à mes collègues avant cette présentation. L'UNESCO et l'ICOM sont les organisations qui ont les meilleures pratiques au niveau international. Nous oublions toujours l'Amérique latine. Il n'y a pas que l'Europe et les États-Unis, et je pourrais en parler, mais je ne le ferai pas. Nous avons également des musées extraordinaires en Amérique latine, en particulier au Mexique. Leur muséographie est très différente de la nôtre.

Mme Julie Dabrusin: Vous avez parlé du Mexique. Que peut-on apprendre de ce pays? Vous dites qu'il y a une différence.

Mme Robin Etherington: Ils ont une très longue tradition de la muséographie et de la muséologie qui est très différente de celle des Européens, des Canadiens et des Américains. Leur histoire est un peu plus longue que la nôtre.

Mme Julie Dabrusin: Pour ce qui est des populations, notre histoire serait, je pense, aussi longue. C'est l'aspect des musées...

Mme Robin Etherington: Leur muséographie est différente.

• (1020)

La présidente: Merci beaucoup, madame Dabrusin.

Nous passons maintenant à M. Van Loan, pour les conservateurs

L'hon. Peter Van Loan: Madame Etherington, dans votre exposé, vous avez mentionné la politique sur les musées nationaux et vous avez dit qu'elle doit être actualisée. Vous avez parlé d'un ensemble de programmes fédéraux et autres. Je pense que les musées locaux ne diraient jamais ce genre de chose. J'aimerais que vous me disiez quels sont les problèmes concrets que vous connaissez aujourd'hui pour gérer votre musée, mais pas dans le contexte de ces mots à la mode de la bureaucratie fédérale, mais vos problèmes quotidiens.

Vous avez parlé de la numérisation, par exemple, nous allons donc parler d'autre chose.

Mme Robin Etherington: Il y a également la rédaction des demandes de subventions. Nous ne sommes pas contre la rédaction des demandes de subventions, mais nous demandons que tout ce processus de demande soit rationalisé et coordonné avec les trois ordres de gouvernement, car les trois réclament les mêmes renseignements, mais sous des formes différentes. C'est alourdir inutilement ce travail.

Alex en a parlé et je vais continuer. Nous devons respecter toutes les lois. Je vais chaque année à l'atelier juridique Carters pour les organismes sans but lucratif et la phrase dont je me souviens distinctement, à part l'obtention du remboursement de la TVH, est que les organismes de bienfaisance et sans but lucratif doivent respecter les mêmes lois que les sociétés et les entreprises. Nous devons respecter les lois sur la santé et la sécurité, l'accessibilité, le patrimoine, les droits de l'homme, le droit du travail, etc. Il est très difficile pour une petite organisation d'être en conformité en permanence. Je ne dis pas que c'est impossible, et nous y arrivons, mais c'est difficile.

La raison pour laquelle je pense qu'il faudrait un examen de l'ensemble des politiques, des pratiques et des stratégies qui nous touchent, c'est que si on en change une seule, si on actualise une politique muséale — ce qui, soit dit en passant, ne serait pas une mauvaise chose au bout de 30 ans — aucune des autres ne serait en phase avec la politique actualisée. Ce n'est pas seulement le

gouvernement fédéral. Nous devons toutes les examiner et collaborer pour que tout soit harmonisé. Sans cette harmonisation, cela se répercutera à tous les niveaux et nous affectera.

Est-ce que vous comprenez?

L'hon. Peter Van Loan: Vous avez commencé à répondre à ma question et vous avez continué sur autre chose, mais...

Mme Robin Etherington: D'accord. Allez-y.

L'hon. Peter Van Loan: C'était la question de ces problèmes concrets. Vous avez très bien parlé de certains d'entre eux...

Mme Robin Etherington: Au sujet de mes problèmes concrets, je vais revenir sur quelque chose dont j'ai parlé à propos du dialogue entre les ministères fédéraux et avec les musées communautaires. Mon gros problème et mon énorme défi ce sont les travaux au CNA, parce que je suis en bas de la colline. Je ne peux pas obtenir de livraisons depuis une semaine. Mon gagne-pain, ce qui me permet d'équilibrer mon budget, c'est la limonade et la crème glacée. Je ne peux pas faire venir la limonade et la crème glacée jusqu'à mon... Les gens eux arrivent à se frayer un chemin jusqu'en bas, mais je ne peux pas me faire livrer. C'est un énorme problème.

D'autre part, je me trouve sur la propriété de Parcs Canada. Le CNA est au sommet de la colline. Si la CCN, la GRC et la Cité parlementaire prennent une décision, mon musée doit fermer. Ils ne se parlent pas entre eux et la dernière personne à savoir que le musée doit fermer c'est moi.

Si vous voulez un problème précis d'aujourd'hui, c'est celui-là, mais il est représentatif de la situation depuis que je suis ici.

L'hon. Peter Van Loan: Une idée assez radicale dont m'ont parlé des directeurs de musée et qu'ont évoquée certains témoins, c'est qu'il y a peut-être trop de musées. Certains répondent à cette situation en fermant. Certains fusionnent comme les musées McCord et Stewart à Montréal. De votre point de vue, pensez-vous que les fusions sont un moyen de mettre les ressources en commun au niveau de la haute direction?

Qu'en pensez-vous, toutes les deux?

• (1025)

Mme Alexandra Badzak: Je pense que c'est une réalité à laquelle nous devons faire face.

Je pense qu'entre ceux qui peuvent trouver les moyens et le soutien nécessaires pour aller de l'avant et développer leur organisation et ceux qui ont bien commencé, mais ne peuvent pas aller plus loin, inévitablement certains musées vont fermer. Ce n'est évidemment pas ce que nous voulons, mais je pense que c'est la réalité, compte tenu des difficultés que connaissent les musées.

Nous devons donc faire en sorte que d'autres musées assument le mandat de ces musées-là et veillent à s'occuper de leurs collections, à les conserver et à raconter et interpréter leurs histoires.

Bon nombre de musées communautaires locaux souffrent. Certaines grandes institutions dans leur région pourraient avoir ce dialogue avec eux, mais c'est une énorme tâche de penser à aliéner des œuvres ou des artefacts de leurs collections et de les redonner à leurs donateurs, si on peut encore les trouver, et voir comment créer une stratégie de gestion pour cette collection étrangère qui arrive dans un musée.

Oui, je pense que c'est peut-être la réalité, mais ce n'est pas une bonne réalité. Nous aimerions tous voir un financement durable qui permette même aux plus petites organisations, qui ont des histoires uniques à raconter, de survivre aussi.

Mme Robin Etherington: Je suis d'accord. Cette évaluation est très juste.

Il y a quarante-neuf ans, pour le 100^e anniversaire du Canada, de nombreuses collectivités ont voulu leur propre musée communautaire. Il y a eu une augmentation incroyable du nombre des musées au Canada. Vous avez absolument raison

L'un des nombreux problèmes actuellement est celui du syndrome du fondateur. Ceux qui ont fondé ces musées sont décédés ou sur le point de renoncer à être bénévoles. Les ressources nécessaires pour financer ce nombre de musées sont de plus en plus limitées. Nous devons commencer à penser à des partenariats et des pôles, pas seulement les pôles de ressources que constituent les musées nationaux pour nous, mais en général.

Prenons, par exemple, le Réseau des musées d'Ottawa. Tous les musées communautaires et de la ville d'Ottawa se sont regroupés au sein du RMO. Cela nous permet au moins de travailler avec la ville sur un projet de numérisation global pour toute la ville. Cela nous aide à avoir...

La présidente: Pourriez-vous finir en une phrase, s'il vous plaît?

Mme Robin Etherington: Merci. Cela nous aide à avoir des avantages sociaux pour le personnel, ce que nous ne pourrions pas offrir par nous-mêmes, ainsi qu'un marketing conjoint.

Merci, madame la présidente.

La présidente: Merci beaucoup.

M. Nantel, du NPD, est le suivant. Allez-y s'il vous plaît.

[Français]

M. Pierre Nantel: Merci, madame la présidente.

Je vous remercie toutes les deux d'être ici parmi nous ce matin.

Madame Etherington, je peux confirmer que votre musée vend de l'excellente crème glacée. J'étais sur place l'année dernière et j'ai mangé une barre Magnum, ce qui m'a valu les reproches de mon épouse.

J'ai été bien impressionné de participer à une séance portant sur une page d'histoire particulière. Une quinzaine de personnes étaient assises et écoutaient une présentation. Je n'ai pas eu l'impression que c'était des touristes, mais plutôt des gens de la région qui étaient passionnés d'histoire.

Je ne sais pas si vous faites beaucoup de médiation locale, mais on parle ici de la capitale nationale, qui n'est tout de même pas une région banale. Beaucoup de touristes la visitent. Est-ce que les gens de la région participent beaucoup à vos activités?

La question suivante s'adresse plus particulièrement à Mme Badzak.

J'ai visité le site qui porte le nom « Ottawa, Canada's Capital », à l'adresse www.ottawatourism.ca, mais je ne vous y ai pas trouvée, madame Badzak.

[Traduction]

Mme Robin Etherington: Je vais répondre en anglais. Je suis désolée.

M. Pierre Nantel: Pas de problème.

Mme Robin Etherington: Nous interagissons vraiment avec la collectivité. En dehors du partenariat avec les autres musées et musées communautaires — il y en a plusieurs et ils sont très bons — nous collaborons également avec les entreprises et les zones d'amélioration commerciales qui nous parrainent. La ZAC Rideau-Centre-ville parraine nos sculptures de glace du Bal de Neige. La ZAC du marché By nous aide pour notre programmation et notre marketing conjoints. La Kichesippi Beer Co. commandite nos réceptions et comme nous allons fêter nos 100 ans l'année prochaine, elle élabore une bière pour le 100^e anniversaire du Musée Bytown l'année prochaine.

Nous sommes partenaires de La Marche hantée, dans le cadre de ses programmes scolaires. Nous sommes partenaires du ministère du Patrimoine canadien et offrons son programme pour les jeunes appelé « Click! ». Nous travaillons en partenariat avec Tourisme Ottawa qui nous amène ses visites de familiarisation, etc. Les visites de familiarisation sont les visites des voyageurs.

Comme je l'ai dit, nous avons une galerie communautaire. Une de mes fiertés est notre conseil des jeunes pour les 16 à 23 ans. Au lieu d'écrire des essais, nous les laissons faire des blogues et des balados. Nous les laissons redessiner une exposition dans le musée. Nous avons d'ailleurs fait des présentations lors de conférences nationales et internationales à ce sujet parce que tout le monde se demande comment nous nous y prenons, mais nous allons également être dans le nouveau manuel d'histoire du gouvernement de l'Ontario comme un exemple de la façon dont on peut faire participer les jeunes.

• (1030)

M. Pierre Nantel: De toute évidence, vous faites beaucoup de réseautage dans ce domaine.

Madame Badzak, j'ai la chance d'être ici depuis quelques années, et vous êtes très proche de l'Université d'Ottawa. Pourquoi est-ce que je ne vous vois pas dans les offres officielles de Tourisme Ottawa?

Mme Alexandra Badzak: C'est une très bonne question.

Tourisme Ottawa applique un processus d'utilisateur payeur. Franchement, j'ai pensé que nous n'avions pas l'espace pour assumer les offres nationales et nous avons estimé qu'il ne valait pas la peine de dépenser cet argent avec Tourisme Ottawa. Maintenant, son expansion innovante, juste à côté, dans le cadre de laquelle nous aurons le département de théâtre de l'Université d'Ottawa, va changer la donne. Le dialogue avec Tourisme Ottawa va pouvoir commencer. J'espère que nous pourrions participer à la deuxième journée de ce voyage à Ottawa.

M. Pierre Nantel: Je vous pose cette question parce que si vous étiez ailleurs qu'à Ottawa, vous pourriez avoir un réseau, comme offre touristique, qui serait lié à une activité spécifique. Nous avons été très heureux d'apprendre qu'à la nomination du nouveau président du Musée de la nature, si je ne me trompe pas, on a pris l'initiative de regrouper trois offres en une seule pour Canada 150. Je pense qu'il sera facile aux touristes étrangers qui viennent ici de passer par un réseau.

Mme Alexandra Badzak: C'est une belle idée. Nous aimerions voir davantage d'initiatives de ce genre. Je pense qu'au niveau local, nous aimerions beaucoup avoir ce dialogue. J'ai eu des conversations avec l'Orchestre symphonique d'Ottawa et avec le Centre de danse contemporaine. Robin et moi avons eu de nombreuses conversations sur les moyens de créer une stratégie de marketing croisé.

Vous avez tout à fait raison. Nous savons que l'argent et le temps des touristes sont limités et si nous pouvons amalgamer tout cela pour en faire une présentation facile et agréable, tant mieux.

M. Pierre Nantel: Je vais revenir à la question de ma collègue, Mme Dabrusin, sur la numérisation. Votre approche à l'égard de l'interprétation et de l'exposition contextuelle d'une œuvre est très différente de celle qui consiste à prendre une photo de l'œuvre qui peut ensuite être utilisée par des personnes qui font leurs propres cartes d'anniversaire.

Pensez-vous que ce serait une bonne occasion pour le Canada d'offrir au plus bas soumissionnaire une approche centralisée pour la numérisation, le bénévolat pour l'éducation, le stockage, etc.? Pensez-vous qu'une centralisation soit nécessaire...? Tous ces petits musées n'ont pas les ressources, mais ne serait-il pas utile qu'ils se regroupent en un seul programme?

La présidente: En une minute, s'il vous plaît.

Mme Alexandra Badzak: Je pense que ce serait difficile, certainement.

Ce devrait être une approche régionale. Je ne pense pas que ce soit possible au niveau national, à moins de collaborer avec les institutions nationales. On pourrait trouver des solutions locales de cette façon et c'est ce que nous essayons de faire, trouver des moyens de faire des économies entre nous.

Je pense que nous devons sérieusement réfléchir à la question de la composition des conseils d'administration, des régimes d'assurance et autres. Ce ne serait pas tant pour les institutions à notre niveau qui sont maintenant prêtes pour la prochaine étape, mais pour beaucoup d'institutions qui fermeront leurs portes si elles ne peuvent pas réaliser ces économies.

• (1035)

M. Pierre Nantel: Merci.

La présidente: Merci beaucoup.

Nous passons à M. Samson pour les libéraux pendant sept minutes.

[Français]

M. Darrell Samson (Sackville—Preston—Chezzetcook, Lib.): Merci beaucoup, madame la présidente.

Je vais d'abord m'adresser à Mme Etherington, qui représente le Musée Bytown.

Vous avez dit que la politique nationale n'avait pas été changée depuis plus de 20 ans et qu'elle n'était pas représentative des défis et des besoins auxquels vous devez faire face. Auriez-vous deux ou trois suggestions à faire dans la perspective d'une éventuelle nouvelle politique?

[Traduction]

Mme Robin Etherington: Merci monsieur. Je vais laisser Alex répondre encore une fois, car c'est...

Mme Alexandra Badzak: ... parce que c'est tellement énorme?

Mme Robin Etherington: Eh bien, il s'agit de la mise à jour de la politique des musées. Je n'ai pas de réponse précise, mais nous ne sommes plus dans les années 1970 et, compte tenu des défis du

XXI^e siècle, la politique des musées doit intégrer la participation des jeunes, le multiculturalisme, la technologie ... et pas seulement la numérisation.

Je suis passée du côté obscur dans ma carrière en devenant rédactrice technique pour Nortel Networks. Même à l'époque, il y avait une révolution technologique tous les six mois. Nous avons fini par afficher les manuels en ligne, car dès que nous terminions un manuel, il était déjà obsolète.

Les musées et tous les organismes culturels doivent suivre le rythme de la technologie. La politique doit répondre à tous ces éléments et comme nous travaillons dans une économie mondiale et que la société canadienne contribue à la société mondiale et à la culture mondiale, nous avons besoin de ressources pour que nous soyons assez forts pour agir à ce niveau.

Cela ne va pas se faire du jour au lendemain. C'est un processus d'examen et de recherche à long terme qui intégrera tous les programmes ou se débarrassera de certains d'entre eux pour en créer de nouveaux. Je parle encore une fois d'un ensemble de politiques et de procédures qui auront des répercussions sur nous tous.

M. Darrell Samson: Merci.

Mme Alexandra Badzak: J'aimerais ajouter que la politique originale était fortement axée sur les objets et la protection. Ce sont des choses très importantes, puisque nous ne serions pas des musées sans objets — le musée des droits de l'homme étant peut-être l'exception —, mais nous devons maintenant revenir à un niveau fondamental et réfléchir aux lieux de célébration. Nous savons que nos espaces sont de beaux espaces où les gens veulent se rassembler et communier avec l'art, mais en raison de cet accent mis sur la protection des œuvres d'art, ce rassemblement social naturel ne peut pas se produire.

Ce n'est qu'un tout petit exemple. Comme Robin l'a dit, le monde numérique et tous ses multiples facteurs n'avaient pas du tout été abordés.

[Français]

M. Darrell Samson: Merci.

Madame Etherington, dans votre document, vous dites que nous allons célébrer l'année prochaine le 10^e anniversaire de la désignation du canal Rideau en tant que site du patrimoine mondial de l'UNESCO. Cette désignation a-t-elle enrichi votre musée d'une façon ou d'une autre?

[Traduction]

Mme Robin Etherington: Merci et oui, absolument.

Se trouver sur un site du patrimoine mondial de l'UNESCO est... Tout d'abord, le Canada n'en a pas beaucoup et nous devons célébrer le fait d'être présents sur l'un d'entre eux. C'est également un lieu historique national. Je pense qu'on fêtera l'an prochain le 75^e anniversaire des lieux historiques nationaux du Canada.

Nous sommes un monument historique national désigné au patrimoine mondial de l'UNESCO. Vous avez tout à fait raison, le musée, le gouvernement fédéral et la Ville d'Ottawa doivent incorporer ce statut remarquable dans toutes leurs promotions du Canada et d'Ottawa.

En 2017, nous accueillerons des millions de gens ici. Ils veulent savoir qu'il existe quelque chose qui les relie au reste du monde.

•(1040)

M. Darrell Samson: Ce sera trois célébrations d'une certaine façon: le 10^e anniversaire du canal, le 100^e anniversaire de votre musée et le 150^e anniversaire du Canada. C'est assez impressionnant.

Mme Robin Etherington: Absolument. Merci monsieur.

M. Darrell Samson: Il faudrait en profiter.

[Français]

Madame Badzak, j'ai peut-être mal compris, mais j'ai eu l'impression que, selon vous, les services bilingues qui sont offerts ajoutaient de la pression et des coûts à vos services. J'ai un peu de difficulté à comprendre cela. En effet, le bilinguisme attire davantage de visiteurs et génère plus de revenus. J'aimerais simplement entendre votre rétroaction à ce sujet.

[Traduction]

Mme Alexandra Badzak: En effet, et c'est ce que nous espérons. Mais contrairement à la majorité des galeries d'art du Canada, tout ce que nous produisons est en deux langues. Cela double nos coûts pour tout. Je ne veux pas avoir l'air de me plaindre, mais c'est un fardeau budgétaire particulier auquel nous sommes confrontés. C'est intéressant d'une certaine façon, car nous pouvons rejoindre un public plus large. Nous pouvons former des partenariats avec Gatineau et ses institutions culturelles, sans parler de la forte relation que nous avons avec l'Université d'Ottawa, qui est une université bilingue.

Je comprends que vous le preniez comme une plainte. Vous demandiez quelles étaient les réalités des petits musées, et ce sont quelques-unes des réalités budgétaires auxquelles nous sommes confrontés.

[Français]

M. Darrell Samson: Pouvez-vous toutes les deux nous parler des défis associés à la formation et au perfectionnement de votre personnel? À cet égard, disposez-vous de suffisamment d'argent? Quels types de formation et de perfectionnement offrez-vous aux employés que vous rémunérez?

[Traduction]

La présidente: Je pense que vous avez 30 secondes pour répondre.

Mme Robin Etherington: C'est une excellente question.

C'est un défi permanent. Nous avons un petit budget de perfectionnement professionnel dont nous utilisons chaque cent. Par ailleurs, je siège au comité consultatif des programmes d'études du musée du Collège Algonquin et au comité de l'UNAM, l'université mexicaine. Nous sommes toutes deux conférencières invitées au Collège Algonquin, à l'Université d'Ottawa, de Peterborough et à l'Université de Toronto. Nous essayons de contribuer au développement professionnel de nos jeunes.

Il y a une réponse plus longue. Oui, c'est un défi, mais c'est aussi une occasion.

La présidente: Merci beaucoup.

Je tiens à remercier les témoins de leur présence. Je tiens à remercier également les membres du Comité.

Nous devons maintenant continuer à huis clos. Je vais donc vous demander à tous de quitter la salle le plus rapidement possible. Veuillez à ce qu'il y ait un membre du personnel pour chaque député et un pour le whip de chaque parti. Tous les autres doivent partir.

Merci beaucoup.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>